



"Les robots ne nous survivront jamais. Ils leur faudrait produire de l'énergie en quantité infini pour s'auto alimenter. Et cette énergie n'existe pas."

- ▶ Le monde peut prendre fin pour la plus stupide des raisons (Dmitry Orlov) p.1
- ▶ Oui, le solaire et l'éolien augmentent vraiment les prix de l'électricité p.6
- ▶ Intelligence artificielle et bêtise naturelle (Didier Mermin) p.10
- ▶ Mourir de faim ou de soif, le résultat est le même (Michel Sourrouille) p.13
- ▶ Petites impressions de microcosmes... (Harvey Mead) p.15
- ▶ L'Inde puise dans ses dernières réserves en eau p.21
- ▶ La Maison Blanche supprime un programme de la NASA sur les gaz à effet de serre p.23
- ▶ Croissance en hausse, émissions de CO2 records, retour du charbon... (Vincent Rondreux) p.24

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Ces investisseurs respectés prédisent un krach boursier en 2019 ou 2020 p.31
- ▶ Emploi : les bonnes nouvelles sont fausses (Bill Bonner) p.33
- ▶ Bonnes nouvelles... ou pas p.36
- ▶ Les rachats d'action s'envolent, la socialisation des financements est de plus en plus nette. Perversion du système. (Bruno Bertez) p.36
- ▶ Ils découvrent leurs faibles marges de manœuvre (François Leclerc) p.40
- ▶ Pourquoi il ne faut pas craindre les robots p.41



Le monde peut prendre fin pour la plus stupide des raisons

Par Dmitry Orlov – Le 4 mai 2018 – Source Club Orlov

[NYOUZ2DÉS: et la vie de chacun d'entre nous aussi.]



Nous, les humains, aimons croire que les choses arrivent pour une raison et nous détestons penser que quelque chose de très important, comme la fin du monde, pourrait arriver sans aucune raison. Et ce que nous devrions le plus détester, c'est l'idée que le monde pourrait prendre fin pour une raison vraiment stupide, tellement stupide qu'on a

envie d'en pleurer. Et pourtant c'est exactement ce qui pourrait se passer. C'est une longue histoire, alors commençons.

Il était une fois une tribu nomade appelée les Hébreux qui était très avancée pour son temps. Ils ont mis au point une première version de l'alphabet, la plupart du temps à partir de l'alphabet phénicien, et ils l'ont utilisé pour écrire toutes sortes de choses qu'ils avaient entendues, racontées par d'autres tribus ou venant de leur propre histoire. Les mythes, les chroniques, la poésie, les déclamations hallucinatoires, des bouts de législation et des diatribes politiques ont tous été rassemblés en un seul recueil trompeusement appelé "Le Livre". En tant qu'œuvre littéraire, elle est assez inégale et généralement assez ennuyeuse, bien que certaines parties en valent vraiment la peine.

Étant plutôt dominés par leur [hubris](#), les Hébreux se sont proclamés "peuple élu de Dieu" et ont organisé un culte centré sur ce "Livre" comme texte sacré. À plusieurs reprises, ils ont réussi à organiser un morceau d'empire local, centré sur Jérusalem en Palestine, qu'ils ont appelé Israël, mais son indépendance politique s'est définitivement terminée vers 930 [av. J.-C.](#) Puis, au milieu du premier siècle, les Hébreux ont été forcés de se disperser et de revenir au nomadisme. Les Romains avaient détruit leur temple à Jérusalem qui était le point focal de leur culte suprématiste, et bien que des parties de celui-ci aient persisté, leur nation, elle, n'a pas survécu.

À peu près à la même époque, un nouveau culte prenait forme au sein de l'Empire romain, centré sur le concept d'un dieu martyr appelé Jésus. Jésus affichait une étrange ressemblance avec diverses divinités antérieures, y compris, mais non exhaustif, au dieu égyptien [Horus](#) ; il n'était pas conçu de la manière habituelle ; il avait douze disciples ; il était mort et ressuscité, etc. De tels détails avaient circulé dans divers autres cultes pendant des milliers d'années, et ce nouveau culte, qui était essentiellement un mouvement politique et anarchiste, est devenu populaire parmi les esclaves et les affranchis de l'Empire romain, beaucoup d'entre eux l'ayant choisi. Mais pour lui donner une gravité supplémentaire, il lui fallait un livre sacré.

Heureusement, les Hébreux ayant été expulsés de Palestine, leurs livres sacrés ont été mis en vente. Les chrétiens les ont donc saisis et revendiqués comme étant les leurs.

Puis ils ont commencé à y faire des ajouts. Les premiers ajouts ont été les [Actes des Apôtres](#), et plutôt des tentatives timides de littérature sacrée, mais ensuite ils sont devenus sérieux et ont embauché d'excellents écrivains "[fantômes](#)" pour écrire les quatre Évangiles, qui ont été, plutôt sournoisement, insérés dans le texte devant les [Actes des Apôtres](#). Le schéma géométrique de ce [Nouveau Testament](#) évoque les cultes des dieux solaires précédents : douze apôtres / points du zodiaque ; quatre évangélistes / directions cardinales ; et, juste au centre, le seul dieu soleil / fils de dieu (en anglais, la différence ne tient qu'à une seule lettre sun / son).

Et pour couronner le tout, ils ont fourré dans le livre de l'[Apocalypse](#), une diatribe à moitié hallucinatoire, l'autre politique (ses euphémismes et périphrases sont maintenant indéchiffrables), clairement écrite par quelqu'un de complètement dérangé. Des criquets avec les têtes de lions qui sautent hors des fissures de la Terre ? Euh ... Mais ce petit texte fou s'est avéré important parce que, entre autres choses, il a parlé de la [seconde venue du Christ](#) et de l'Apocalypse. Pour cette raison, il a occupé une place centrale dans l'eschatologie chrétienne, la théorie expliquant comment tout allait finir.

Quelques siècles plus tard, sous l'[empereur romain Constantin](#), le christianisme est devenu une religion d'État. Alors le siège de l'Empire se déplaça vers l'Est jusqu'à Constantinople (aujourd'hui Istanbul) tandis que l'Ouest se frayait un chemin à travers les âges sombres sous la direction d'une succession de papes cloîtrés dans ce qui restait de Rome. Et tandis que dans une Constantinople urbaine et éclairée, qui devait se développer allègrement pendant encore 1123 ans, les textes sacrés étaient traduits dans tous les langues vernaculaires de l'Empire d'Orient. En Occident, traversant des âges sombres, ces textes sont restés en latin, langue que le peuple ne comprenait plus, et que seuls les prêtres pouvaient lire. Les prêtres la chantaient sous forme d'incantation comme autant de saint charabia et devaient composer avec le temps qui passait, apportant des trésors peu orthodoxes comme l'inquisition, la mise au bûcher des hérétiques et la vente d'indulgences pour le pardon des péchés.

Finalement, le peuple s'est rebellé et le résultat fût la [Réforme](#), par laquelle les gens ont exigé de savoir ce qui était dans le Livre, afin qu'ils puissent décider par eux-mêmes. A cette époque, les concepts de caractères mobiles et l'imprimerie se frayaient un chemin depuis la Chine, via les Mongols jusqu'à l'Allemagne, où, dans les années 1450, Gutenberg imprima la première Bible allemande. La technologie de l'impression s'est rapidement répandue dans toute l'Europe, les traductions de la Bible ont commencé à apparaître dans d'autres langues locales, y compris l'anglais, et les gens ont commencé à essayer de donner un sens à ces textes.

Mais alors une chose vraiment terrible s'est produite : ils ont découvert le [Livre de l'Apocalypse](#) et ont commencé à penser sérieusement à la fin des temps comme décrite dans l'Apocalypse. Cela, en soi, n'était pas nécessairement mauvais ; après tout, les premiers chrétiens, assis dans les catacombes romaines, ont aussi beaucoup réfléchi à la fin du monde et ont imaginé que la seconde venue du Christ pourrait être pour très bientôt, mais siècle après siècle, tous très ennuyeux, le Christ ne s'étant pas manifesté, l'effet s'est dissipé.

Mais cette fois c'était différent. Les protestants ont pris la Bible comme la parole littérale de Dieu, jusque dans les moindres détails, et pas du tout comme un recueil hétérogène de mythes, de poèmes et de gribouillages bureaucratiques qui ne peuvent être interprétés que métaphoriquement avec une bonne compréhension du contexte social et culturel de l'époque de ces écrits. Puis ils ont commencé à en sortir ce qu'ils pensaient être la recette exacte pour déclencher la seconde venue de Christ.

Le résultat a été une doctrine appelée [dispensationalisme](#), qui sépare l'histoire humaine en «dispensations» (ou époques) distinctes basées principalement sur le [Livre de la Genèse](#) et le Livre de l'Apocalypse, avec divers autres morceaux extraits en fonction des besoins. Selon cette doctrine, afin de déclencher la seconde venue du Christ, les Hébreux doivent reconstituer le [Royaume d'Israël](#) et une grande guerre doit avoir lieu dans la partie Nord de celui-ci, au Liban et en Syrie. Une fois que ces conditions préalables seront remplies, il se passera quelque chose appelé [Ravissement](#), dans lequel les bons, les vrais croyants seront arrachés vers le ciel, tandis que tous les autres seront laissés pour compte.

Il y aura alors exactement sept années de [Tribulation](#) (pas six, pas huit) qui mettront à rude épreuve ceux restés là. Mais s'ils parviennent à passer à travers sans avoir la marque de la bête (Satan) sur leurs fronts ou leurs mains, alors à la fin de cette période, ils seront également emmenés au ciel. Le Christ apparaîtra dans les airs. Il y aura ensuite un millénaire (mille ans exactement) de paix, au cours duquel le Christ dirigera directement la terre depuis sa capitale,

Jérusalem. À la fin de ce millénaire, Satan apparaîtra brièvement et se battra, mais il sera vaincu. Il y aura ensuite une résurrection générale des morts, et Christ sera assis pour le [Jugement dernier](#).

Avec cette recette en main, les sectes protestantes qui ont embrassé ce dogme dispensationniste se sont mises à accomplir la prophétie. Pour ce faire, ils devaient rassembler des Hébreux, reconstituer le Royaume d'Israël et déclencher une guerre gigantesque. C'était un grand défi, car auparavant les juifs européens (considérés comme les descendants des anciens Hébreux) étaient considérés comme des païens et expulsés, un pays après l'autre, y compris d'Angleterre. Mais maintenant qu'ils se sont avérés être un ingrédient clé dans la recette apocalyptique (cela s'est passé en Angleterre sous Cromwell), ils ont été autorisés à revenir et ont été traités gentiment.

Il y a de sérieux problèmes avec la logique de ce dogme dispensationniste. Premièrement, assimiler les juifs européens modernes aux anciens Hébreux bibliques équivaut un peu à dire que le souverain du Royaume-Uni est un navire de croisière à la retraite, amarré à Dubaï et utilisé comme hôtel, tous deux étant appelés "Queen Elizabeth II". Deuxièmement, assimiler le Royaume d'Israël théorique à partir duquel Jésus-Christ gouvernera la Terre pendant mille ans avec l'état moderne d'Israël n'est guère politiquement astucieux : la [Knesset](#) pourrait ne pas approuver cet arrangement. Troisièmement, la Bible a manifestement tort en tant que chronologie stricte. Si, comme indiqué dans le Livre de la Genèse, Dieu façonna Eve à partir de la côte d'Adam, alors cette côte devait contenir divers éléments, tels que le carbone (Adam et Eve étant des formes de vie à base de carbone). Mais le carbone n'est créé que lorsqu'une étoile devient nova, et les étoiles mettent des millions d'années à le faire. Alors, comment ce coin de l'univers s'est-il créé en seulement sept jours?

L'absurdité apocalyptique est passée de l'Angleterre à l'Amérique du Nord avec les puritains. Là, il a pris racine parmi les chrétiens fondamentalistes et évangéliques aux États-Unis et au Canada. En cours de route, plusieurs prédictions ont été faites quant au moment exact de ce ravissement. Les [Milleristes](#) ont eu tort de prédire qu'il aurait lieu en avril 1843 ; plus tard, la peur de l'an 2000 a fait croire que le ravissement était prévu pour le 1^{er} janvier 2000. Beaucoup d'événements, du déclenchement des guerres au naufrage du Titanic, ont été interprétés comme signifiant que la fin des temps était proche. Grâce aux efforts de divers dispensationnistes hautement organisés, le dogme dispensationniste s'est intégré dans la culture populaire américaine.

Pourquoi est-ce important ? Considérez ce fait : les deux seuls groupes dont plus de la moitié des membres soutiennent systématiquement l'État d'Israël sont les Juifs et les protestants évangéliques, alors que seulement 35% des Américains expriment leur soutien à Israël et 37% à la Palestine. Étant donné la marge d'erreur, c'est léger (source : Gallup). Il est facile d'imaginer pourquoi les Juifs soutiennent Israël (après tout, c'est l'État juif) ; mais pourquoi les protestants évangéliques ? Voici la réponse : lorsqu'on leur a posé la question «Israël accomplit-il la prophétie biblique de la seconde venue ?», seules les majorités des Blancs évangéliques et des noirs ont répondu «oui» (63% de blancs et 51% de noirs) et alors que 76% des non-croyants ont dit "non" (Source: Pew Forum). Un sondage Harris a déterminé que sur les quelques 89 millions de personnes aux États-Unis qui soutiennent Israël, environ 32 millions le font en raison de croyances dispensationnistes, eschatologiques. Lorsqu'on leur a demandé quels

événements dans le monde étaient des signes de la fin des temps, le conflit arabo-israélien était très présent (source : Tarrance Group).

Ces données nous amènent à conclure qu'aux États-Unis, le dispensationalisme n'est en aucun cas un phénomène marginal, et que le littéralisme biblique est un facteur majeur du soutien politique dont bénéficie Israël. Bien qu'il soit plus concentré dans le Sud, il ne s'y limite nullement. Il ne se limite pas non plus à un seul parti : dans tout le pays, 40% des Républicains, 38% des Démocrates et 33% des Indépendants ont affirmé qu'Israël était le facilitateur de la Seconde Venue. Pour le Sud, les chiffres sont 53% des Républicains, 50% des Démocrates et 44% des Indépendants.

Du point de vue de l'establishment de Washington, la prédominance du dispensationalisme n'est qu'une commodité. Après tout, le Congrès américain a été coopté par le lobby israélien, et le dispensationalisme fournit une couverture politique pour leurs actions au service d'une puissance étrangère, créant l'apparence qu'ils suivent les souhaits des Américains plutôt que de répondre aux exigences des Israéliens. Ainsi, d'un point de vue politique, les protestants évangéliques ne sont guère plus que des idiots utiles servant un agenda israélien.

Il est plutôt dangereux de faire coopter son establishment politique par une puissance étrangère mineure située dans une région instable et fortement militarisée, pleine de conflits et de troubles chroniques. Ce danger est exacerbé par le fait que l'armée américaine a également été noyauté par la pensée dispensationaliste. En commençant par la guerre du Vietnam, contre laquelle de nombreuses confessions religieuses ont protesté, les évangéliques ont commencé à traiter l'armée comme un champ fertile pour leur travail missionnaire. À l'heure actuelle, plus des deux tiers des aumôniers militaires sont affiliés à des confessions évangéliques ou pentecôtistes. La perspective qu'ils mettent en avant devant les militaires et les officiers de tous les rangs est que leur devoir est de servir «le but de Dieu» plutôt que de simplement faire leur travail. Et qu'est-ce que «le but de Dieu» ? Bien sûr, c'est d'accomplir la prophétie biblique de la fin des temps !

Ce qui rend cette situation, déjà dangereuse, encore plus dangereuse, c'est que la fenêtre d'opportunité pour déclencher la sorte de guerre du Moyen-Orient qui, selon eux, déclencherait l'Apocalypse, se referme rapidement. Le Pentagone a annoncé que les “grandes opérations de combat” en Irak sont enfin terminées. La Syrie a été presque perdue par les USA, avec ses quelques avant-postes dans le désert ne servant à rien maintenant que ISIS est presque nettoyé. Assad a consolidé son territoire, la Turquie détruit les rêves kurdes d'autonomie, et l'armée russe contrôle une grande partie de l'espace aérien. Israël ne pousse pas non plus de tout son poids au déclenchement de l'[Armageddon](#). Sa dernière expérience avec l'invasion du Liban [2006, NdT] ne s'est pas bien passée, et ses frappes aériennes sporadiques sur la Syrie vont prendre fin dès que la Russie mettra à jour les systèmes de défense aérienne de la Syrie avec sa dernière technologie [S-300, NdT].

Alors que le désespoir s'installe, tout ce qu'il faudrait, c'est qu'un franc-tireur, que le Ravisement démange, mette en place une séquence d'événements qui pourrait théoriquement dégénérer en guerre totale. En pratique, toutes les grandes puissances, en voyant les États-Unis, comprennent très bien qu'elles regardent un patient mentalement atteint et ne sont pas susceptibles de répondre aux provocations par une escalade ouverte. Et une provocation est tout ce qu'un seul franc-tireur serait capable de produire : un missile perdu ou deux. Le scénario

complet du [Dr Folamour](#) n'est tout simplement pas possible ; il y a trop de verrouillages et de sauvegardes en place pour qu'un seul opérateur puisse le déclencher. Il faudrait une conspiration plus grande mais plus la conspiration est grande, plus elle devient facile à découvrir. Ajoutez à cela le fait que déclencher toute espèce de confrontation militaire directe entre les grandes puissances est essentiellement un mouvement suicidaire pour toutes les parties impliquées, combiné avec le fait que pour les vrais croyants, le suicide est un interdit, et alors la probabilité de déclencher une guerre totale pour l'accomplissement de la prophétie biblique tombe à peu près à zéro.

Enfin, en faisant un zoom arrière pour regarder la situation avec beaucoup de recul, la vraie religion opérant aux États-Unis n'est pas le christianisme mais le [culte de Mammon](#). Plus précisément, le but de l'armée américaine a été de défendre le pétro-dollar, en frappant de façon vengeresse et dans une rage furieuse, tous ceux qui tentaient d'échapper à ce système. C'est lui qui permet aux États-Unis d'imposer continuellement une dette ridiculement énorme au reste du monde à des taux d'intérêt artificiellement bas. En l'absence de ce système, les États-Unis se révéleraient rapidement en faillite. Saddam Hussein a essayé de s'en échapper mais il a été pendu ; Mouammar Kadhafi est aussi mort d'une manière horrible. Mais maintenant, la Chine a lancé avec succès son pétro-yuan soutenu par l'or, et l'armée américaine ne sera pas en mesure de faire quoi que ce soit à ce sujet. L'époque où les États-Unis pouvaient régler leurs problèmes financiers par des moyens militaires a pris fin.

Le culte américain de Mammon n'est pas considéré comme une religion, parce que le créneau est déjà pris par diverses autres croyances, alors que "Personne ne peut servir deux maîtres : car ou il haïra l'un, et aimera l'autre ; ou bien il tiendra à l'un, et méprisera l'autre. Vous ne pouvez pas servir Dieu et Mammon. " [Matthieu 6:24] Mais les Américains évaluent à peu près tout en termes d'argent et en pratique, ils adorent les riches et les puissants parce que dans leurs esprits l'argent est la bonté, et malgré toute cette bonté, et sans vouloir trop insister là-dessus, ce sont assez largement des trous-du-cul. Le dollar tout-puissant est un élément clé du rituel et de la foi et constitue le ciment qui unit l'Amérique. Quand ce système fera enfin faillite, il suffira d'un [crépuscule des dieux](#) pour satisfaire même les plus apocalyptiques.

Oui, le solaire et l'éolien augmentent vraiment les prix de l'électricité

Par Michael Shellenberger. [Contrepoints.org](#) 10 mai 2018

[NYOUZ2DÉS: enfin un article honnête sur l'éolien.]



Le coût élevé de l'énergie solaire et éolienne découle de leurs contraintes physiques et environnementales. Elles sont diffuses, diluées, non fiables et non pilotables.

Dans [mon dernier article](#), j'ai soulevé un paradoxe : si les panneaux solaires et les éoliennes sont si bon marché, pourquoi rendent-ils l'électricité si chère ?

Une raison essentielle semble être leur caractère intrinsèquement peu fiable nécessitant des ajouts coûteux au réseau électrique sous la forme de centrales au gaz, de barrages hydroélectriques, de batteries, ou de toute autre forme d'énergie de secours.

Plusieurs lecteurs ont souligné que je n'avais pas mentionné un coût énorme à imputer aux énergies renouvelables : de nouvelles lignes électriques. Elles sont beaucoup plus chères pour le solaire et le vent que pour les autres centrales électriques. Et c'est vrai dans le monde entier pour des raisons physiques.

Il faudrait 18 centrales solaires d'Ivanpah en Californie pour produire la même quantité d'électricité que la centrale nucléaire de Diablo Canyon. Et là où un seul ensemble de lignes électriques est nécessaire pour acheminer l'électricité produite par Diablo Canyon, il en faudrait 18 séparées pour les fermes solaires comme Ivanpha.

De plus, ces lignes utilisées seulement une partie du temps et dupliquées, sont dans la plupart des cas plus longues parce que les fermes solaires sont situées loin dans le désert, là où il fait beau et où la terre est bon marché.

En revanche, les centrales nucléaires de Diablo Canyon et de San Onofre se trouvent sur la côte, proche de l'endroit où vivent la plupart des Californiens. (C'est vrai aussi pour l'éolien).

D'autres lecteurs remettent en question l'affirmation selon laquelle l'augmentation des déploiements solaires et éoliens augmente les prix de l'électricité.

Voici ci-dessous ce que mes collègues Madison Czerwinski et Mark Nelson ont trouvé :

- Pour l'ensemble des États-Unis, les prix de l'électricité ont augmenté de 7% alors que l'électricité produite à partir de l'énergie solaire et éolienne est passée de 2 à 8% entre 2009 et 2017
- Au Dakota du Nord, les prix de l'électricité ont augmenté de 40% alors que l'électricité produite par l'énergie solaire et éolienne est passée de 9% à 27% entre 2009 et 2017.
- Au Dakota du Sud, les prix de l'électricité ont augmenté de 34% tandis que l'électricité produite à partir de l'énergie solaire et éolienne est passée de 5 à 30% entre 2009 et 2017.
- Au Kansas, les prix de l'électricité ont augmenté de 33% alors que l'électricité produite par l'énergie solaire et éolienne est passée de 6% à 36% entre 2009 et 2017.
- En Iowa, les prix de l'électricité ont augmenté de 21% alors que l'électricité produite par l'énergie solaire et éolienne est passée de 14 à 37% entre 2009 et 2017.
- En Oklahoma, les prix de l'électricité ont augmenté de 18% tandis que l'électricité produite à partir de l'énergie solaire et éolienne est passée de 4% à 32% entre 2009 et 2017.

Qu'en est-il d'Hawaï, de la Californie et du Nevada qui produisent au moins 10% d'énergie solaire dans leur mix ?

- À Hawaii, les prix de l'électricité ont augmenté de 23%, tandis que ceux de l'énergie solaire et éolienne sont passés de 3% à 18% entre 2009 et 2017.

- En Californie, les prix de l'électricité ont augmenté de 22%, tandis que ceux de l'énergie solaire et éolienne sont passés de 3% à 23% entre 2009 et 2017.

Cela signifie-t-il que le déploiement de l'énergie solaire et éolienne à grande échelle augmente toujours et partout les prix de l'électricité ?

Non. Dans certains cas, le coût élevé de l'énergie solaire et éolienne est compensé par des baisses beaucoup plus importantes des autres combustibles, à savoir le gaz naturel.

Le Texas et le Nevada en sont deux exemples.

Au Texas, les prix de détail de l'électricité ont chuté de 14% tandis que la production d'électricité issue du soleil et du vent grimpait de 5% à 15% entre 2009 et 2017.

Au Nevada, les prix de l'électricité ont baissé de 15% tandis que l'électricité solaire et éolienne passait 1% à 12% entre 2009 et 2017.

Cependant, il n'est pas anormal qu'il y ait des situations « aberrantes » comme au Texas et au Nevada. De nombreux facteurs déterminent les prix de l'électricité.

Le Texas, par exemple, est l'épicentre de la révolution des gaz de schiste. Entre 2009 et 2017, les prix du gaz pour les centrales électriques du Texas ont chuté de 21% et les prix de gros de l'électricité ont chuté de 21%.

Au Nevada, les centrales solaires sont, comme celles de Californie, les plus efficaces du pays, produisant de l'électricité avec un « facteur de charge » de 30% (elles produisent à leur puissance maximale 30% du temps sur une année). Cet état a ainsi bénéficié de gaz bon marché et d'un climat extrêmement ensoleillé.

En revanche, l'énergie solaire dans le New Jersey a un facteur de charge de seulement 12%.

Intégrer l'énergie solaire intermittente dans le réseau est facile à gérer quand des centrales au gaz peuvent compenser leurs variations. Et c'est beaucoup plus facile à faire quand la part d'électricité solaire dans le mix est de seulement 12% que lorsqu'elle est de 20% ou de 30%.

Ce qui est remarquable aux Etats-Unis, dans la plupart des états fortement dotés en éoliennes et panneaux solaires, c'est que les prix de l'électricité ont beaucoup augmenté pendant baisse importante des prix du gaz naturel...

Si les prix du gaz n'avaient pas chuté au début du développement à grande échelle des énergies solaire et éolienne dans certains états, les hausses de prix auraient été encore beaucoup plus importantes.

Partout dans le monde, de l'Allemagne à l'Espagne, et du Danemark à l'Australie-du sud, le développement, même modeste, des énergies solaire et éolienne conduisent à de fortes augmentations des prix de l'électricité.

En Espagne, ils étaient inférieurs à la moyenne européenne en 2009. Ils sont aujourd'hui parmi les plus élevés d'Europe, ce qui a conduit le gouvernement à réduire puis à supprimer les subventions ces énergies renouvelables.

Certains lecteurs ont suggéré que la contribution des énergies solaire et éolienne aux prix élevés de l'électricité est un héritage de projets plus anciens et plus coûteux. Cette réflexion impliquerait que leur développement diminuerait les coûts à l'avenir, mais ignore la physique et

l'économie. Pour des raisons physiques, la valeur économique des énergies solaire et éolienne diminue à mesure que leur part augmente dans le réseau d'électricité. Ces moyens produisent trop d'énergie quand les sociétés n'en ont pas besoin, et pas assez d'énergie quand elles en ont besoin.

Ce problème peut être temporairement résolu par des solutions de rechange à court terme (mais toujours coûteuses). La Californie et l'Allemagne, par exemple, paient leurs voisins pour accepter de consommer leur surplus d'électricité.

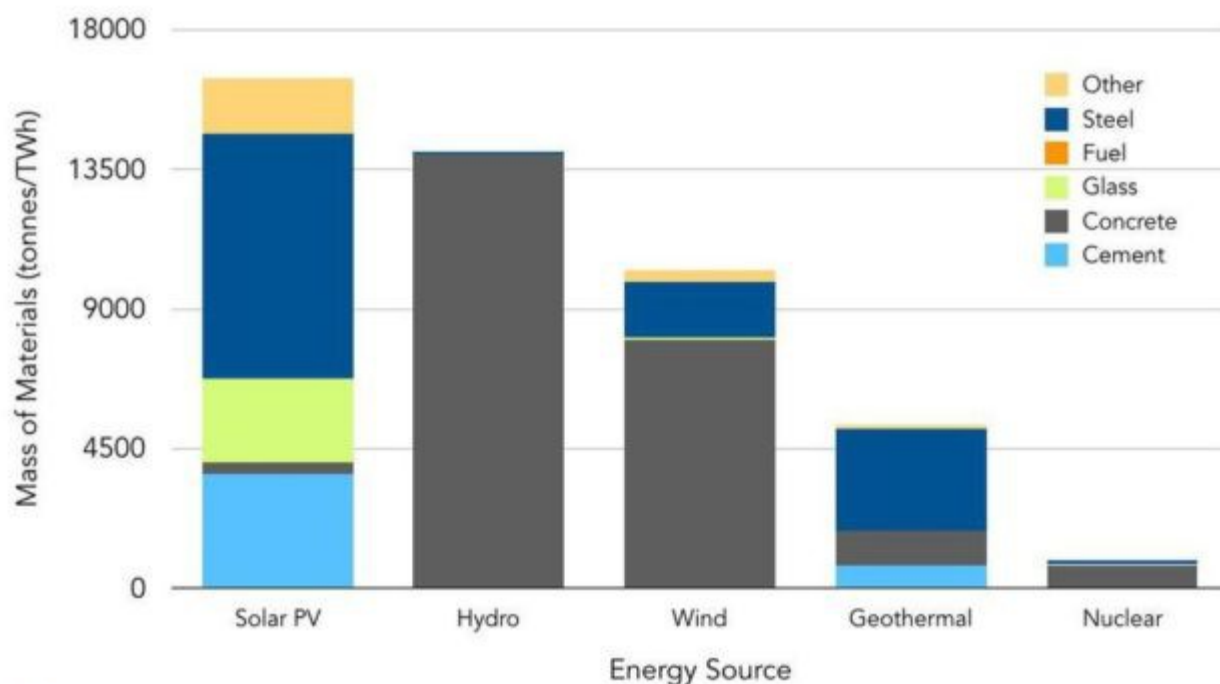
Mais plus on ajoute d'énergie solaire et éolienne, et plus le problème s'aggrave.

C'est pourquoi la valeur économique de l'énergie solaire et éolienne diminue au fur et à mesure de leur importance dans le réseau.

De plus, un pays précurseur comme l'Allemagne qui s'approvisionne aujourd'hui en énergie solaire et éolienne au prix supposé être le plus bas, continue de payer beaucoup plus cher l'électricité.

L'Allemagne a dépensé 24,3 milliards d'euros au-dessus des prix du marché en tarif de rachat d'énergie renouvelable en 2017.

Materials throughput by type of energy source



Sources: DOE Quadrennial Technology Review, Table 10.

Murray, R.L. and Holbert, K.E. 2015. Nuclear energy: an introduction to the concepts, systems, and applications of nuclear processes (7th ed.). Elsevier.

Surface occupées

Les énergies renouvelables nécessitent plus de surface que les autres sources pour produire la

même quantité d'énergie. Par exemple, la surface terrestre occupée par les fermes solaires et éoliennes est d'au moins un ordre de grandeur supérieur à celle des centrales électriques « non renouvelables ».

Un seul exemple illustre bien cette différence.

La ferme solaire d'Ivanpah en Californie produit 18 fois moins d'électricité mais nécessite au minimum 290 fois plus de surfaces terrestres que la centrale nucléaire de Diablo Canyon.

Avec le renforcement nécessaire des réseaux d'électricité, cette réalité pourrait être un facteur supplémentaire de coûts plus élevés.

Les promoteurs solaires font remarquer que le coût du terrain et des nouvelles lignes électriques peuvent être éliminés avec de l'énergie solaire sur les toits, mais les économies sont plus qu'annulées par des coûts d'installation plus élevés.

Tous ces coûts supplémentaires découlent directement des limites physiques sous-jacentes de la production d'électricité à partir du soleil et du vent. Ces deux «carburants» sont dilués et peu fiables. Compenser les faiblesses inhérentes à ces sources d'énergies nécessiterait d'augmenter massivement l'empreinte physique.

Les énergies renouvelables exigent l'utilisation de beaucoup plus de terres, des lignes électriques plus longues et moins utilisées, et de grandes quantités de stockage (batteries au lithium, nouveaux barrages, cavernes d'air comprimé,...).

Elles nécessitent donc aussi plus de matériaux que les sources d'énergie non renouvelables pour produire la même quantité.

Ainsi, le coût élevé de l'énergie solaire et éolienne découle de leurs contraintes physiques et environnementales. Elles sont diffuses, diluées, non fiables et non pilotables.

Et ce problème devra être pris en compte pour à la fois protéger l'environnement et étendre la prospérité à tous.

Traduction par Michel Gay d'un [article](#) de Michael Shellenberger, « Héros de l'environnement » selon Time Magazine, Président de « [Environmental Progress](#) ».

Intelligence artificielle et bêtise naturelle

Didier Mermin 14 mars 2018



Depuis longtemps la plume nous démangeait pour dire ce qu'il faudrait vraiment craindre d'une utilisation généralisée de l'Intelligence Artificielle, (IA), mais rien de solide ne venait jamais étayer cette idée. Nous sommes déjà cernés de machines en tous genres, et certaines d'entre elles, (télévision, smartphones et Internet), nous ensevelissent déjà sous des montagnes d'informations et de distractions : que pourrions-nous craindre de plus puisque tout est « *déjà là* » ? Nous sommes déjà « *manipulés* » par des sites comme [Facebook](#), déjà envahis de « *fake news* », de publicité, de propagande gouvernementale, et le projet chinois de [notation de la population](#) est appelé à faire des petits dans nos contrées, même si cela doit prendre des formes plus subtiles et moins visibles. Finalement, l'IA pourrait n'être que l'ultime perfectionnement de l'exercice du pouvoir, (dont le contrôle des foules est un pilier), ce qui n'annoncerait aucun changement dans la nature dudit pouvoir. Au 19^{ième} siècle, les manifestations étaient encore matées sabre au clair, à l'avenir il n'y aura même plus besoin de « *flash ball* » et autres « *armes non létales* » : la population sera toujours d'accord sur tout.

S'il est bien sûr impossible de savoir ce que pourrait être un monde où l'IA serait partout, en revanche il est parfaitement possible d'affirmer que ce monde adviendra aussi sûrement que deux et deux font quatre. D'abord parce que l'IA n'en finira jamais de nous démontrer son efficacité, ensuite parce qu'il apparaîtra un jour des applications permettant de **noter un texte**, (ou n'importe quel contenu linguistique), pour son « *niveau d'intelligence* » ou son « *degré d'intérêt* » (pour un lecteur donné). L'on peut d'ores et déjà faire automatiquement des [résumés de textes](#), des IA sont déjà capables d'en discerner les émotions, et l'on peut parier que les chercheurs ne s'en tiendront pas là. Il est quasi certain qu'elles ne seront jamais capables de « *comprendre* » un texte (ou un débat) à notre façon, mais il est certain qu'elles seront bientôt capables de ce qui restera à jamais hors de notre portée. Expliquons : elles pourront faire des analyses exhaustives et pointues pour fournir une pléthore d'informations sur un contenu linguistique quelconque, et aucun analyste humain ne pourra faire mieux. Autrement dit, **elles pourront juger n'importe quel texte bien mieux que nous**.

Car juger n'est pas comprendre. Cet exemple caricatural, extrait d'un « *débat* » entre Eric Dupond-Moretti, avocat, et Christine Angot, « *écrivaine* », est incompréhensible pour toute personne censée : c'est la bêtise humaine et naturelle que l'on y voit couler à flot. Bien sûr, chaque réplique est « *parfaitement compréhensible* » pour un francophone, mais **quel est le**

sens global de cette scène ? Notre pronostic, c'est qu'une IA pourrait le dire bien mieux que l'auteur du post qui se contente d'une platitude : « *Le ton est monté entre Éric Dupond-Moretti et Christine Angot* ». Vous ne pouvez pas interpréter cette vidéo sans faire preuve de subjectivité et prendre parti dans le débat, ce qui diminue l'intérêt de votre jugement au yeux d'autrui. Pour éviter cela, vous devez faire une analyse détaillée, puis expliquer tout ce que vous avez observé, (y compris la gestuelle et les attitudes faciales), et votre lecteur ne sera finalement pas convaincu. En revanche, une IA pourrait faire tout ce travail en quelques secondes, et si elle a fait ses preuves dans d'autres cas, alors son jugement dans ce cas particulier sera d'emblée acceptable : **elle aura accès à « l'objectivité »**. Et ce, précisément parce qu'elle ne raisonne pas comme nous : en fait, les IA ne raisonnent pas, donc elles ne reproduisent pas nos défauts : elles ne font qu'analyser des données et synthétiser des réponses, ce qui peut se résumer en une formule : *extraire de l'information*. Il serait donc tout à fait possible qu'une IA extraie une certaine information de ce lamentable « *débat* », et que cette information soit : « *Christine Angot s'efforce d'énerver Eric Dupond-Moretti* ». Et ça changerait tout, car l'on serait loin du diagnostic de la banale empoignade : Christine Angot serait publiquement prise en défaut de façon « *impartiale* », et sa réputation, (ou le peu qu'il en reste), en serait dégradée.

Il semble que le jugement soit une capacité typiquement humaine inaccessible à une IA, mais ce n'est qu'un préjugé que nous devons à notre propension à vouloir aboutir à une réponse binaire : d'abord sur l'axe du bien et du mal, ensuite sur celui du pour et du contre, du positif et du négatif, etc. Un peu comme si le temps ne pouvait être que beau ou mauvais, alors que l'on peut imaginer quantité d'autres informations pertinentes. Si l'on prend par exemple [ce texte](#) en faveur de la suppression du statut des cheminots, il est facile de constater qu'il :

- définit ce dont il parle
- constitue une argumentation
- emploie des mots mal justifiés dans ce contexte (*indécent, alarmant, faillite, privilèges, forteresse*)
- émet un avis explicite dans son titre et à la fin.

Sans rien n'y comprendre, une IA pourrait parfaitement le noter (juger) comme étant un argumentaire **raisonnable** en faveur de la suppression du statut, car il y est question de coûts, de management et de statistiques diverses. Il présente en outre des considérations générales, (« *L'un des acquis de la recherche en management, (...), est la connaissance des mécanismes favorisant l'implication au travail.* »), et d'autres spécifiques au cas étudié. Mais une IA pourrait aussi en extraire cette information : « *les cheminots sont des privilégiés* » (selon l'auteur). Et cette info, produite par un algorithme, pourrait être exploitée par d'autres algorithmes, en particulier pour en informer un lecteur potentiel sans qu'il ait à lire le texte, (avantage pour le consommateur), **alimenter une propagande-surveillance automatisée**, (avantage pour le système), ou le classer avec d'autres textes dans la catégorie « *cheminots = privilégiés* ». ¹

Selon nous, il est évident que cela adviendra, c'est d'ailleurs déjà fait dans le cas de Watson : grâce à cette IA d'IBM spécialisée en médecine, une [leucémie rare a été diagnostiquée](#) au Japon. Watson se serait « *basé sur 20 millions d'études cliniques d'oncologie* » pour traiter ce

cas, ce qui implique qu'elle peut analyser n'importe quel document pour en extraire une **information pertinente**. Or c'est cela qui intéresse, l'information pertinente ! C'est le véritable enjeu, car l'info non pertinente n'est plus que du bruit. Et c'est un enjeu de taille, car il est facile de deviner qu'un site capable de sélectionner pour vous l'info pertinente, (selon vos goûts, vos besoins, vos exigences), ne pourra que drainer un large public, avec la manne publicitaire afférente.

Mais comment savoir qu'une information est pertinente ? C'est là que toute l'histoire vire au miracle, car la machine n'a nullement besoin de comprendre quoique ce soit, **l'expérience suffit**, comme dans la vie humaine, et comme dans la vie animale du reste. Cet [article d'Usbek & Rica](#), sur les dessous du match entre AlphaGo et le champion du monde Lee Sedol, le montre bien : dans la quatrième manche, Lee Sedol a joué un coup qui était selon lui « *le seul possible* », (donc totalement pertinent), alors que la machine l'avait estimé à une chance sur 10.000, (donc sans intérêt). Il est clair qu'AlphaGo s'est trompé parce que, dans le fatras des tableaux de nombres qui lui tiennent lieu d'intelligence, quelques chiffres insignifiants n'étaient « *pas assez justes* ». Ce fameux « *coup 78* » de la quatrième partie, qui restera dans l'Histoire, est révélateur : **l'IA ne comprend jamais rien mais produit de l'information presque toujours pertinente**.

Cette information pertinente est bien sûr facile à définir dans le cadre d'un jeu ou d'un problème scientifique, un peu plus difficile à cerner dans un contexte humain. Cependant, [l'expérience désastreuse](#) du « *chatbot* » de Microsoft, (devenu raciste et pro-nazi en moins de 24 heures), ne prouve pas que l'objectif soit très éloigné : Microsoft a simplement fait l'erreur de mettre la charrue avant les bœufs en voulant faire une IA capable de dialoguer mais incapable de juger (ou noter) les propos qui lui sont adressés. Cet échec prouve *a contrario* que c'est bien le jugement qui importe, parce qu'il est à la base de tout ce que l'on peut faire ensuite de l'information. Avec ses « *publications suggérées* », Facebook est d'ailleurs en bonne voie, et si le résultat est loin d'être fameux, on peut lui faire confiance pour améliorer son score.

Quoiqu'il en soit, à voir la [bêtise naturelle](#) qui s'étale à l'état pur et brut sur le Net, nous parions que nous ne sommes pas seul à souhaiter que des IA puissent juger des textes. Tant de gens et d'institutions y trouveraient leur compte qu'il est impossible que cela n'advienne pas. On pourra ensuite le regretter, certes, mais la bêtise naturelle est trop répandue pour ne pas susciter une réaction de sens opposé.

EDIT le 7 mai 2018 : lire aussi : « Facebook utilise l'intelligence artificielle pour prévoir vos actions futures au profit des annonceurs »

Mourir de faim ou de soif, le résultat est le même

Michel Sourrouille, Biosphere, 11 mai 2018

Et si tous les problèmes de l'Inde se ramenaient à la question démographique ? La surpopulation indienne est une menace. Ariane Mnouchkine écrivait : « *Je suis arrivée à Calcutta le 24 décembre 1963. J'ai été tellement horrifié par la misère qui y régnait que je me suis littéralement enfuie au Népal. Après avoir marché dans l'Himalaya, je suis redescendue vers l'Inde et j'ai parcouru plus calmement les villages plutôt que les villes. Il y avait déjà plus de 400 millions d'habitants. Aujourd'hui il y en a plus d'un milliard deux cent millions. La*

*grande différence, c'est cela au fond. Et c'est ce qui fait que, malgré les progrès immenses de l'Inde, le chaos et la misère restent insupportable sur ce continent où se mêlent la splendeur et l'horreur. »**



Si la demande continue au même rythme, alors la moitié de la demande en eau ne sera pas satisfaite d'ici à 2030. L'origine de cette crise est parfaitement identifiée : l'épuisement des nappes phréatiques où l'Inde puise 80 % de sa consommation d'eau. Semaine après semaine s'ajoutent des « zones noires » où l'extraction est interdite par l'administration. La rareté de cette ressource fondamentale est à l'origine d'un nombre croissant de conflits : émeutes meurtrières à Delhi en 2016, tension diplomatique avec les voisins chinois ou pakistanais, marche de dizaines de milliers d'agriculteurs sur Bombay en mars. Les tensions entre agriculteurs et industriels, entre populations rurales et urbaines, entre basses castes et propriétaires terriens sont exacerbées. Mais l'article du MONDE* ne consacre aucune ligne à la démographie indienne. Le principal coupable, c'est l'agriculture et la révolution verte, point final. Sauf qu'on constate que *« l'accès à l'eau est progressivement devenu une source de pouvoir et d'enrichissement »*. En situation de pénurie ce sont les mieux placés qui peuvent exploiter leur prochain. Le prix Nobel d'économie 1998 [Amartya Sen](#) est un indien. Il a constaté étant jeune que les riches ne meurent pas de faim ! Dans un discours du 15 juin 1999, il affirmait : *« Il est tout à fait remarquable, quand on étudie les famines dans l'histoire, de voir que celles-ci ne surviennent pas dans les démocraties. En effet, il n'y a jamais eu de grande famine dans un pays démocratique, quel que soit son degré de pauvreté. C'est dû au fait que les famines sont, en réalité, faciles à prévenir, pour peu que le gouvernement s'y emploie »*. Ce point de vue est obsolète, il ne tient pas compte des dégradations écologiques de toutes sortes des sols cultivables et de l'épuisement des nappes phréatiques, en Inde et ailleurs. Mourir de soif ou de faim, quelle importance quand l'issue est la même.

Il n'y a pas que le problème de l'agriculture nourricière. Dans les villes indiennes, qui accueilleront 500 millions d'habitants d'ici à 2050, la distribution d'eau au robinet n'est assurée que quelques heures par jour. Les camions-citernes font désormais partie du paysage urbain indien. Chaque jour, ils transportent des millions de litres d'eau des campagnes vers les quartiers asséchés des villes. Parfois, la distribution tourne à l'émeute.*** Mais ce n'est que là l'aspect matérialiste du surpeuplement. Lisez Claude Lévi-Strauss en 1955 qui préfigure notre futur : *« A Calcutta, la vie quotidienne paraît être une répudiation permanente de la notion de relations humaines. La mendicité générale trouble, on n'ose plus croiser un regard franchement, par pure satisfaction de prendre contact avec un autre homme, car le moindre*

arrêt sera interprété comme une prise donnée à l'imploration de quelqu'un. On est contraint par le partenaire à lui dénier l'humanité qu'on voudrait tant lui reconnaître. Une seule hantise, la faim, qui a chassé les foules des campagnes, faisant en quelques années passer Calcutta de 2 à 5 millions d'habitants (ndlr, 100 000 habitants en 1735, près de 15 millions aujourd'hui). Les grandes villes de l'Inde sont une lèpre, l'agglomération d'individus dont la raison d'être est de s'agglomérer par millions, quelles que puissent être les conditions de vie : ordures, désordre, ruines, boue, immondices, urine. Ils forment le milieu naturel dont la ville a besoin pour prospérer. Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant que des relations humaines incommensurables à celles dont nous nous complaisons à imaginer (trop souvent de façon illusoire) qu'elles définissent la civilisation occidentale, nous apparaissent alternativement inhumaines et subhumaines. L'écart entre l'excès de luxe et l'excès de misère fait éclater la dimension humaine ; les humbles vous font « chose » en se voulant « chose » et réciproquement. Ceux qui n'ont rien survivent en espérant tout et ceux qui exigent tout n'offrent rien. Ce grand échec de l'Inde apporte un enseignement : en devenant trop nombreuse et malgré le génie de ses penseurs, une société ne se perpétue qu'en sécrétant la servitude. Lorsque les hommes commencent à se sentir à l'étroit dans leurs espaces géographiques, une solution simple risque de les séduire, celle qui consiste à refuser la qualité humaine à une partie de l'espèce. Ce qui m'effraie en Asie, c'est l'image de notre futur, par elle anticipée. » ([Tristes tropiques](#) – édition Plon, 1955)

* LE MONDE du 23 février 2018

** LE MONDE du 8 mai 2018, *L'Inde menacée par l'épuisement de ses nappes phréatiques*

*** LE MONDE du 8 mai 2018, *Les habitants des villes indiennes souffrent d'un piètre approvisionnement en eau*

Petites impressions de microcosmes...

Publié par [Harvey Mead](#) le 10 Mai 2018

Pendant six ans durant les années 1990 j'étais responsable pour Nature Québec/(UQCN d'un projet avec des groupes environnementaux/communautaires sur la côte nord du Honduras. Le projet ciblait le renforcement de ces groupes et la création d'un groupe régional visant à intégrer leurs approches et leurs interventions. Le tout tournait autour de la création par le gouvernement, lors du Sommet de Rio en juin 1992, de nombreuses aires protégées qui ne seraient protégées qu'en fonction d'une adhésion à l'objectif par la population des communautés autour. J'ai décidé récemment d'y retourner après une absence de 20 ans, histoire de tâter le pouls de la situation actuelle et de voir si j'avais perdu mon temps avec le projet. Comme c'est le cas pour n'importe quel effort de cerner le terrain, mes observations ne sont que des impressions, encadrées par ma réflexion sur l'effondrement possible qui s'annonce et non par un espoir pour de nouvelles améliorations en matière d'environnement et de développement social...

Quand j'étais au [Honduras](#) dans les années 1990, le pays se distinguait, presque à son insu, par sa superficie encore intacte du point de vue forestier et par des problèmes gastro-intestinaux chez 75% de la population. On estimait qu'environ 80% de ses forêts étaient encore en place, contre environ 12% pour le Costa Rica, qui faisait avec succès la promotion à l'échelle internationale de ses aires protégées. Je ne connais pas les origines sociales, économiques et

culturelles de cette différence, et j'ai pu faire certains constats correctifs en 1992 lors d'un trek de trois jours; il partait du sud de la chaîne de montagnes de la côte nord, désertique en raison du fait que les montagnes de la côte dominées par Pico Bonito faisaient tomber toute la pluie, pour les traverser jusqu'à la côte de la mer des Caraïbes. Cette forêt hondurénienne était parsemée partout de sentiers des communautés paysannes et des travaux agroforestiers que les paysans effectuaient sur le territoire depuis de nombreuses années; les écosystèmes forestiers étaient loin d'être intacts. J'étais également frappé, année après année, par la fumée des feux de forêts tout au long de la côte, feux auxquels d'autres paysans (ou les mêmes) se consacraient dans le but de dégager des territoires pour la culture du maïs et du *frijól*, cela dans des pentes abruptes que nous ne penserions même pas propices à la culture.



La forêt a été éliminée depuis longtemps dans les basses terres. Elle s'est éliminée aussi, plus progressivement et pour une bonne partie, dans les montagnes (le fond de la photo).



La forêt tropicale d'arbres feuillus – le *bosque latifoliado* – couvrait la plaine côtière et les montagnes qui se lèvent à seulement quelques kilomètres de la côte, avec des pentes abruptes. Ici une partie du parc national de Pico Bonito.

Le «développement» dans des pays pauvres

Dans le temps, la route entre La Ceiba et Trujillo passait pour une partie assez importante à travers des forêts tropicales – le *bosque latifoliado* – encore en apparence intactes; je me rappelle par contre de la visite d'un forestier qui revenait après 10 ans d'absence, qui était frappé par l'étendue de la disparition en cours. Vingt ans plus tard, ce n'était donc pas une

surprise de ne voir aucune forêt le long de la route de quatre heures en autobus. À la place, une sorte de développement plus ou moins organisé étendu tout le long de la route, tributaire en grande partie du travail dans les plantations de palmiers africains et de l'ananas qui s'y trouvent, avec des commerces éparpillés selon les besoins. Comme ailleurs, les paysans qui ne travaillent pas dans les plantations ont gravi les pentes jusqu'à ce qu'il n'en reste plus et – information venant d'un agronome qui revenait de la Mosquitia, une autre région qui était intacte dans le temps – s'étendent maintenant de plus en plus vers les terres marécageuses pour y établir la *ganaderia*, l'élevage de vaches; la culture du maïs et du *frijol* semble abandonnée.



Le paysage des hautes terres guatémaltèques est différent de celui du Honduras. Ici on voit un paysage traditionnel voué à la culture du maïs et du frijól manifestant le déplacement des populations en croissance sur les terres autrefois sous culture.



Les marchés publics dans le pays donnent une assez bonne impression de la vitalité de la culture et du fonctionnement de la société paysanne. Ici, celui de San Juan Comolapa.

Pour l'écologiste que j'étais, la disparition des écosystèmes et de la biodiversité frappait; en contrepartie, j'ai pu noter que le récif mésoaméricain qui entoure les Islas de la Bahia et qui s'étend jusqu'au Belize, et que j'ai pu faire de la plongée après une absence de ces eaux de 20 ans aussi, est en bon état, favorisé par un tourisme reconnu dans ces îles à l'instar de celui au Costa Rica. Par contre, ce qui frappait davantage est «l'occupation du territoire» par une population qui, elle, est une fois et demi celle d'il y a 20 ou 25 ans. Lors de ma récente visite, c'était le portrait de cette population qui attirait l'attention.

Au Honduras, on a peu l'impression de communautés de paysans, mais plutôt – pour la petite partie que j'ai visitée – des communautés rassemblées autour des plantations, dépendantes de celles-ci. C'est le legs de l'histoire plus que centenaire du United Fruit et du Standard Fruit (maintenant Dole) et la production de fruits et d'huile pour exportation vers les pays développés (surtout les États-Unis). À Cuero y Salado près de La Ceiba, géré par un des groupes du projet des années 1990, nous avons pu échanger avec un pêcheur qui nous décrivait le bouleversement lorsque la compagnie qui cultivait les noix de coco a abandonné l'intervention il y a plusieurs décennies, laissant des villages entiers dans la dèche; bon nombre des hommes se sont transformés en pêcheurs, mais maintenant (et peut-être déjà à cette époque-là) les stocks de poissons sont réduits. Au moins, peut-on dire, c'est une activité «économique» qui n'est pas dépendante directement des exportations; un homme y vient tous les jours pour chercher les prises pour les marchés locaux.

Déjà, lors de ma visite en 1992, [le Guatemala, voisin du Honduras](#), frappait plus par sa population (ces réflexions ne touchent que la partie des hautes terres et non la partie occupée par les métisses et les Lladinos, où on trouve fort probablement une situation similaire à celle du Honduras) que par sa biodiversité, cela à travers une guerre civile qui dévastait le pays. Le peuple Maya représente presque la moitié de la population et occupe toute la partie ouest du pays, dans les montagnes. Je me rappelais des cultures et des boisés de pins restant à travers les champs, et j'ai pu revisiter ces paysages cette année. J'ai pu également rentrer dans des marchés populaires, à San Juan Comolapa, à Nahualá, à Tecpán et à Chichicastenango, avec quelques conversations avec différentes personnes qui s'y trouvaient. Bien que je revienne avec une impression lourde de visages de femmes Maya sans sourire, les échanges dans les marchés établissaient un contact plutôt normal. Ce sont surtout les enfants qui se trouvent souriants; [le Guatemala](#) a le taux de natalité le plus important de toute l'Amérique latine (la population ayant doublé, comme celle du Honduras, depuis 25 ans), ce qui augure mal pour ces sourires...



La culture du maïs et du frijól, tout comme d'une multitude d'autres légumes pour la cuisine familiale (et même pour celle dans les villes avoisinantes), y est maintenue en bonne partie.



Les paysages de la campagne Maya ressemblent à d'autres où la culture domine, et semble en grande partie épargnée de l'agriculture industrielle pour ce qui est des hautes terres occupées par les Mayas.

Au Guatemala, du moins dans la partie Maya du pays, on sent plutôt les communautés, des rassemblements de paysans organisés et possédant des traditions culturelles et sociales qui remontent loin; à cet égard, il faut bien reconnaître que ces descendants du peuple Maya représentent finalement plusieurs ethnies et parlent plusieurs langues, et occupent aussi une

partie du Mexique. Je me rappelle du contraste entre la *semana santa* dans les deux pays en 1992, impression renouvelée l'an dernier; même s'il s'agit d'un legs du colonialisme, on voit facilement une adaptation de la religion occidentale par les traditions mayas... La pauvreté qui s'y ressent est celle d'un peuple paysan, alors que celle au Honduras semble plutôt rattachée à des emplois faiblement rémunérés n'ayant rien à voir avec de telles traditions et à risque de disparaître avec des changements dans les pays riches. D'une part, on a une société intégrée et opérante (tout en cherchant des revenus d'appoint ou plus venant de ventes aux touristes, surtout indigènes, d'après ce que j'ai vu^[1]), d'autre part, des individus pris dans le système économique des pays riches qui ne laisse pas de racines sociales autochtones.

Et les migrations?

Mon chauffeur au Guatemala a insisté sur le fait que la plus grande source de revenus pour le pays est constituée [des remises des Guatemaltèques vivant aux États-Unis](#); je ne suis pas capable de trouver des confirmations de ceci en ligne, mais l'omniprésence de nouvelles résidences dans cette région paysanne lui faisait commenter presque sans arrêt, tellement il était impressionné du nouveau statut représenté par ces édifices. Cela soulève un autre phénomène presque omniprésent aussi dans les deux pays, les histoires des migrants, légaux et illégaux.

Au Guatemala, le phénomène se montrait par ses «résultats indirects», les nouveaux édifices remarqués par mon chauffeur. Au Honduras, c'était beaucoup plus direct, alors que je prenais les taxis locaux et les autobus inter-cité. Lors de courts et de longs voyages, je suis tombé régulièrement sur des individus qui avaient vécu l'expérience; dans un terminal de bus, un jeune dans la vingtaine qui venait d'être déporté de la Caroline du Nord, alors qu'il avait passé sa vie aux États dans la construction; un chauffeur de taxi qui maintenait une conversation animée avec une femme à l'arrière sur le coût (\$7000) demandé par les *coyotes* pour arranger un passage; un jeune qui chauffait un taxi parce qu'il n'y avait pas d'autres emplois; un ancien joueur de basket rencontré dans l'autobus qui avait quitté la Floride, où il travaillait dans la construction, quand il savait qu'il allait être déporté.

En fait, les taxis (tarif pour un parcours dans les petites villes l'équivalent de \$1) sont probablement en surabondance, représentant peut-être la moitié de tous les véhicules que l'on voit sur les routes, surtout dans les villes; l'autre moitié est composée d'autobus et de camions, le tout laissant une place quelque part pour les autos privées de l'élite, présentes mais un relativement petit nombre.

Je me posais la question assez souvent quant à l'avenir de ces différentes communautés face à un effondrement des structures économiques des pays riches. D'après mes intuitions, les communautés au Honduras se trouveraient comme ceux qui travaillaient autrefois sur les plantations de coco, dépourvues et obligées de retrouver une approche à une vie paysanne alors que le territoire semble déjà assez occupé par de «vrais» paysans. Finalement, la domination des pays riches sur cette société la rendrait probablement incapable de passer à la survie, alors que cette domination depuis plus d'un siècle (sans remonter à l'époque des premiers colons) la tient en laisse alors qu'elle n'a jamais trouvé le moyen d'y échapper. Les communautés de descendance Maya au Guatemala se trouveraient obligées d'abandonner les revenus d'appoint venant du tourisme, ou des remises des membres de la famille travaillant aux États, mais la vie continuerait plutôt comme avant, mais face à une croissance démographique jusqu'ici qui laissera ces traces dans des contraintes.

Ce que l'on voit en voyageant dans ces pays, en y séjournant, est qu'il y a une connaissance largement répandue (les télévisions y sont partout) du niveau de vie dans les pays riches, une certaine volonté de l'imiter à défaut de pouvoir y vivre, mais cela en dépit d'une reconnaissance de leur propre culture, de leur propre société, que les populations apprécient. Nous vivons face à cette situation depuis des décennies, profitant d'une approche «extractive» aux pays pauvres qui les a réduits à une dépendance trop importante, d'après mes observations, au Honduras (et probablement dans une bonne partie du Guatemala); l'économie, et finalement la société, vivent pour nous approvisionner en différents produits de consommation, souvent de luxe. Nous nous préoccupons de l'empreinte carbone des fruits tropicaux en provenance de ces pays et que nous consommons, sans réaliser que déjà depuis plus d'un siècle cette consommation a nécessité l'élimination des forêts tropicales et l'élimination d'une structure économique autochtone dans ces pays. Nous n'avons pas réussi à extirper complètement certaines cultures, comme celle des Maya du Guatemala et du sud-est du Mexique (dont le Chiapas), peut-être parce que les territoires qu'elles occupent n'offrent ou n'offraient pas de potentiel extractif.

L'avenir?

Ce qui est arrivé au fil des années récentes est, d'une part, une augmentation progressive et finalement phénoménale des populations des pays pauvres, les poussant de plus en plus vers les limites de la possibilité de survie sur leurs propres territoires et, d'autre part, une transformation de plus en plus complète de leurs économies, de leurs sociétés, qui les rend totalement dépendants de nous dans les pays riches pour des dernières poussées d'exploitation/extraction.

C'est dans ce contexte que nous abordons la «problématique» des migrations, en Europe et en Amérique du Nord. Nous y voyons une crise humanitaire, surtout lorsque les migrants ont réussi à franchir plusieurs étapes plus que contraignantes pour arriver plus ou moins chez nous[2]. Nous ne voyons tout simplement pas la crise humanitaire qui sévit depuis des décennies, crise qui est fonction de notre mode de vie attrayant mais qui dépend de l'asservissement de grandes régions de la planète, de grandes populations de l'humanité, à une situation de pauvreté plus ou moins relative. Cette situation a été rendu possible par une exploitation massive des énergies fossiles par les pays riches, qui ne se sont pas préoccupés outre mesure du fait que ce sont justement des énergies *fossiles*, par leur nature limitées et non renouvelables. Pendant que les pays pauvres se poussaient à des limites de survie, les pays riches se poussaient à une surconsommation qui ne pourra continuer, qui ne continuera pas.

C'est finalement deux ou trois milliards de personnes qui voudraient migrer aux pays riches, à défaut de quoi leurs sociétés risquent de se désagréger sous les pressions de la surpopulation, le manque cruel de ressources de base et d'une pauvreté qui continue à croître. Je ne vois aucune façon de se préparer pour cet autre effondrement qui va frapper les trois quarts de l'humanité et qui est en cours, dont les «petites» migrations vues à ce jour sont des indicateurs. La seule «solution» est l'effondrement de nos propres sociétés dans des déluges de déchets et de pollution planétaire probablement le mieux compris dans notre insistance sur le déchet peut-être le plus important, nos voitures dont le symbolisme tend de plus en plus vers le ridicule. Nous dans les pays riches sommes le 1% (même si nous sommes, finalement, le 15%); le 1% parmi nous ne représente qu'une poussée à l'extrême du ridicule.

NOTES:

[1] J'ai pu visiter pendant mon séjour San Francisco El Alto, à 8000 pieds dans la Sierra madre, connu comme le Taiwan de l'Amérique centrale. Il s'agit d'un emplacement, autrefois et ayant des restes d'un village, près des routes menant partout dans l'Amérique centrale. On y produit et on y fait le commerce du gros de beaucoup des productions industrielles qui passent – dans le cas des tissus – pour des vêtements des groupes ethniques. Ceux-ci abondent dans les marchés locaux, dont celui de Chichicastenango, et il y a de nombreuses femmes qui passent pour les vendre du marché d'Antigua à celui de Panijachal/Atitlan à celui de Chichicastenango, probablement presque à temps plein.

[2] Comme je mentionne dans mon livre, Christian Parenti, dans son ouvrage *Tropic of Chaos: Climate Change and the New Geography of Violence* (New York, Nation Books, 2011), présente une vision d'ensemble de ce qu'il appelle la «convergence catastrophique», où un nombre important de pays présentent les conditions de pauvreté et de violence qui, cumulées à l'irruption des changements climatiques, créeront une situation propice à de grandes déstabilisations sociales. Loretta Napoleoni, dans *Merchants of Men: How Jihadists and ISIS Turned Kidnapping and Refugee Trafficking into a Multi-Billion Dollar Business* (2016), fournit un portrait de la situation qui prévaut dans les corridors de migrations en Afrique, vers l'Europe. *Put a madre: descente de l'Amérique centrale*, par Pierre Delannoy (2007) trace certains éléments de ces corridors en Amérique centrale.

L'Inde puise dans ses dernières réserves en eau

De Juliette Heuzebroc Lundi, 7 mai National geographic.fr

Les ressources en eau dans le sud du pays s'amenuisent et les États confrontés à cette pénurie peinent à trouver une solution.



En août 2010, une femme pakistanaise transporte de l'eau potable sur une route de Baseera, endommagée lorsque le fleuve Indus a submergé des dizaines de villes.

photographie de AARON FAVILA, AP

Samedi 5 mai, Bangalore et son état du Karnataka ont à nouveau été le théâtre de

manifestations pour protester contre la libération d'une partie des ressources du fleuve Cauvery en faveur de l'état limitrophe, le Tamil Nadu. Ces manifestations dans le sud du pays sont récurrentes et mènent régulièrement à des affrontements très violents voire meurtriers.

Si l'Inde est depuis longtemps un pays particulièrement exposé à la sécheresse, l'entrée dans la « révolution verte » qu'a opérée le pays dans les années 1960 a été décisive dans l'aggravation de la crise de l'eau. L'objectif de cette révolution était d'empêcher autant que possible les récurrentes périodes de famine en devenant autosuffisant sur le plan de la production alimentaire. Pour ce faire, le pays a fortement développé son activité agricole et donc ses techniques d'irrigation. Les agriculteurs ont entamé les réserves souterraines, plutôt que celles de surface comme ils le faisaient à petite échelle auparavant.

« La révolution verte a entraîné un développement des engrais, mais surtout de l'irrigation. On est passés de l'utilisation des eaux de surface (lacs, fleuves...) aux eaux souterraines, avec 25 millions de forages dans le pays qui ont entraîné une baisse importante des nappes aquifères. » expliquait Jean-Christophe Maréchal du Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) en 2016.

La révolution verte a effectivement permis à l'Inde de prendre son indépendance mais pas totalement puisque le pays fait encore partie des « moonsoon economy », c'est-à-dire que sa production et son économie sont fortement influencées par la période des moussons, principalement dans les zones rurales.

L'augmentation de la production, accompagnée d'une politique d'autorisation de pompe gratuite, a entraîné un développement démographique intrinsèque, faisant croître les besoins en eau par la même occasion. Une étude de 2016 menée par l'IRD estimait que « les eaux souterraines peu profondes (60 mètres, ndlr) seront vides d'ici 10 ans si le type de culture agricole ne change pas ». Par ailleurs, les provinces ne facilitent pas la résolution du problème avec des politiques contre-productives : si une province est en amont, elle construit des barrages tandis que celle en aval développe ses systèmes d'irrigation pour justifier d'un plus grand besoin en eau, et donc l'ouverture des barrages.



Des villageois constatent les dégâts de la tempête de sable qui a touché Kheragarh, dans les environs d'Agra en Inde, le 4 mai 2018.

photographie de AFP / CHANDAN KHANNA

Ces difficultés sont principalement constatées dans le sud du pays, le nord étant fourni en eau

par la chaîne himalayenne. Ce qui n'empêche pas les provinces du nord d'être fortement touchées par la sécheresse : [une tempête de sable d'une extrême intensité](#) causée par la sécheresse a frappé les États de l'Uttar Pradesh et du Rajasthan cette semaine, faisant près de 150 morts.

Bangalore est un exemple plus qu'éloquent de la crise d'eau et de l'épuisement des ressources de nos nappes phréatiques mais d'autres [grandes villes mondiales, comme Le Cap](#), sont aussi menacées. La BBC a récemment dressé une liste des onze villes qui pourraient être les premières à affronter la pénurie.

[La Maison Blanche supprime un programme de la NASA sur les gaz à effet de serre](#)

Le Monde.fr avec AFP | 11.05.2018

Selon la revue « Science », la NASA explique l'annulation du Carbon Monitoring System par « des contraintes budgétaires ».

« L'administration du président Donald Trump a discrètement tué le Carbon Monitoring System (CMS) », un programme de la NASA destiné à [surveiller](#) dans l'atmosphère le dioxyde de carbone et le méthane, considérés comme contribuant au réchauffement de la planète. Confirmant une information de la revue *Science*, jeudi 10 mai, un porte-parole de l'agence spatiale a qualifié cette décision de « dernière attaque d'envergure contre la science climatique » opérée par la Maison Blanche.

Le programme CMS, d'un montant de 10 millions de dollars par an, cherche les sources d'émission et les puits de dioxyde de carbone, et crée des modélisations en haute résolution des flux de ce gaz à effet de serre sur la Terre, explique la revue américaine. Selon *Science*, la NASA « a refusé de [fournir](#) une raison à cette annulation autre que “des contraintes budgétaires et des priorités plus pressantes au sein du budget scientifique” ».

La revue a cité également Steve Cole, un porte-parole de l'agence spatiale américaine, soulignant qu'il n'était fait mention du CMS nulle part dans [le budget adopté en mars par le Congrès américain](#), ce qui « a permis à l'initiative de l'administration d'entrer en vigueur ».

Un président sceptique sur le changement climatique

Le porte-parole a précisé jeudi soir à l'Agence France-Presse que le président américain avait proposé l'an dernier de [supprimer](#) le programme CMS ainsi que quatre autres missions scientifiques de la NASA. Selon lui, après de longues délibérations, le Congrès a décidé de [préserver](#) le financement des quatre missions mais comme le CMS n'était pas mentionné, il a été supprimé. Il a décrit ce processus comme une collaboration entre les parlementaires et l'exécutif. Les subventions déjà allouées vont [être](#) honorées mais aucune nouvelle étude ne sera lancée, a-t-il précisé.

Le président américain s'est toujours montré sceptique concernant le changement climatique, parlant même, avant son élection, d'une « invention » de la Chine. Il a déjà annulé une autre mission scientifique de surveillance de la Terre, le Orbiting Carbon Observatory 3 (OCO-3), et

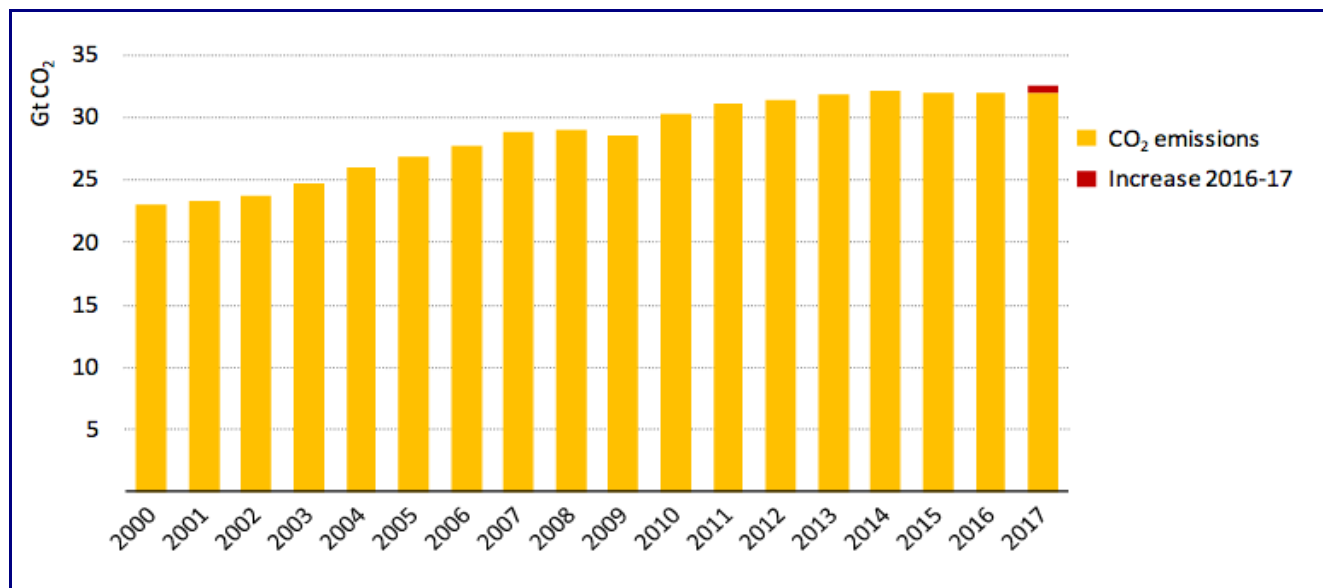
annoncé le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat signé fin 2015.

D'après Kelly Sims Gallagher, directrice du Centre de politique internationale sur l'environnement et les ressources de l'université américaine Tufts, la suppression du CMS menace les efforts de vérification du niveau national de réduction des gaz à effet de serre pris dans le cadre de cet accord. « Si on ne peut pas mesurer les réductions des émissions, on ne peut pas avoir confiance dans le fait que les pays se conforment à l'accord », a-t-elle dit à Science. Supprimer le CMS est « une grave erreur ».

Croissance en hausse, émissions de CO2 records, retour du charbon...

Vincent Rondreux Dr Petrole et Mr Carbone Publié le 1 mai 2018

Avec le retour de la « croissance » et une forte poussée de la production électrique d'origine renouvelable, on pourrait croire que 2017 a été une année positive pour le « développement durable ». Néanmoins, cette croissance a provoqué une nouvelle poussée des émissions de CO2 sans que le bond de l'éolien et du solaire photovoltaïque n'enraye l'augmentation de l'usage ni du pétrole, ni du gaz et ni même du charbon. Explications.

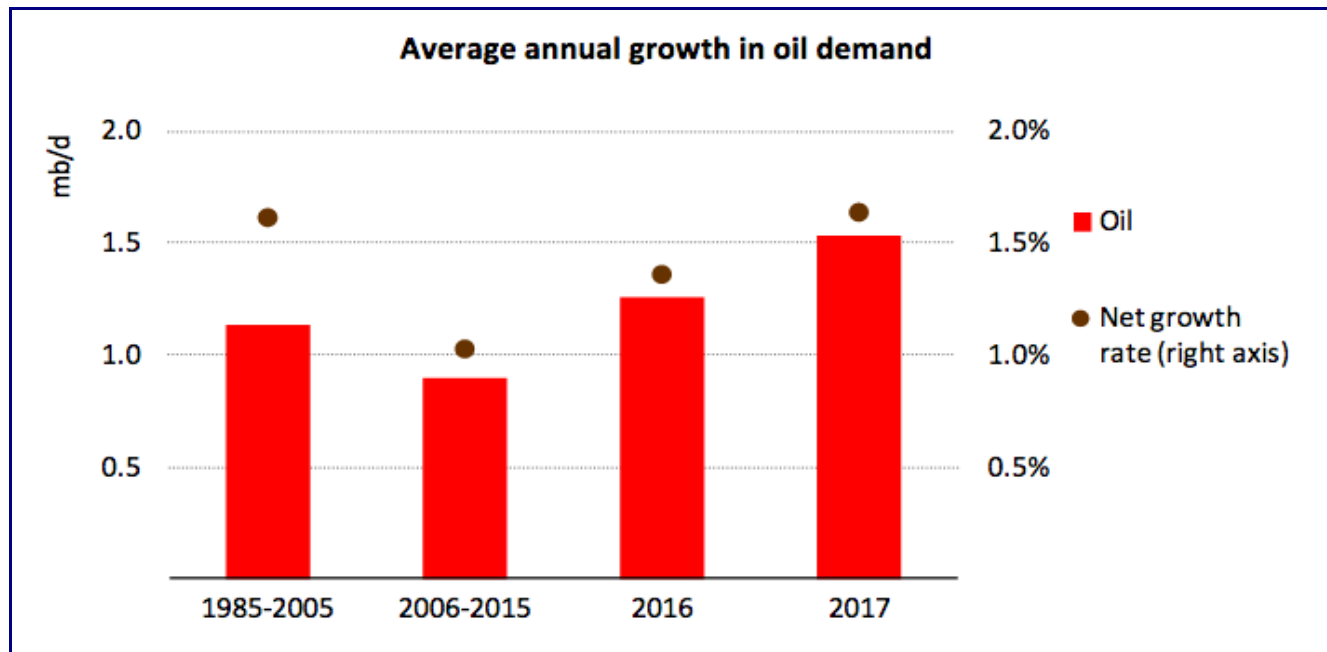


Les émissions annuelles de CO2 dues aux énergies fossiles ont augmenté de plus de 40% depuis le début du siècle. Il n'y a guère qu'à la suite de la crise financière de 2007 – 2008 qu'elles ont reculé. Doc AIE

La croissance des émissions de CO2 reste intimement liée à la croissance du PIB, produit intérieur brut. C'est ce que montre un nouveau rapport de l'[Agence internationale de l'énergie](#): « [Global Energy & CO2 Status Report 2017](#) ». Selon ce rapport, en 2017, année de « reprise » de la croissance économique, y compris en France, la demande globale d'énergie a augmenté de 2,1%, plus de deux fois la moyenne des cinq précédentes années (+0,9%/an). Cette augmentation a été satisfaite à 72% par les énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) contre un quart pour les énergies renouvelables.

Pétrole, gaz et charbon en progrès: 32,5 milliards de tonnes de CO2 émises

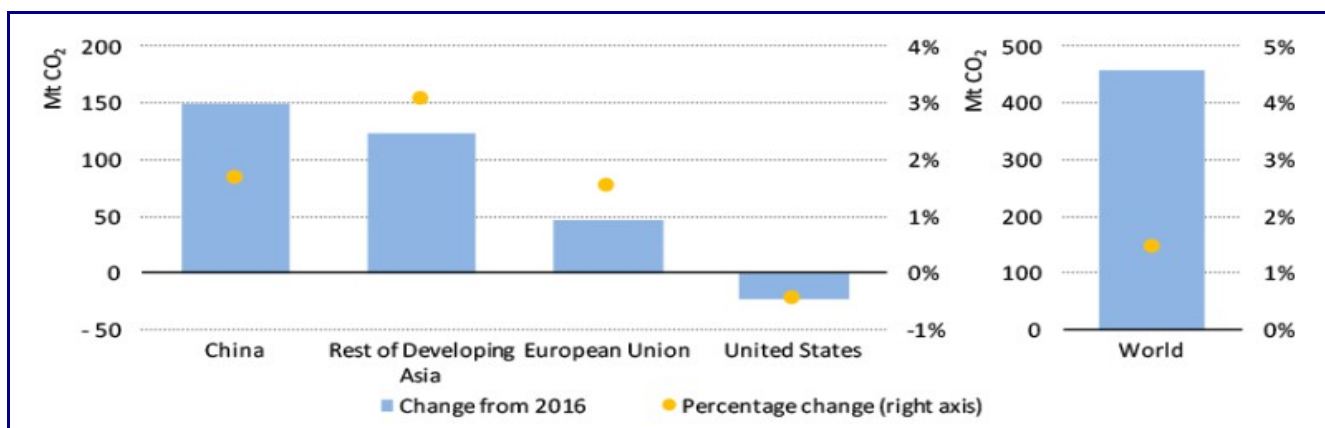
Selon les chiffres publiés, la demande de pétrole a augmenté de 1,6% (1,5 million de barils par jour), soit 60% de plus que la croissance moyenne des 10 dernières années (1%). « Une fort développement des [SUV \(Sport Utility Vehicles\)](#) et autres véhicules imposants dans la majorité des économies ainsi que la demande dans la pétrochimie, ont soutenu cette croissance », commente l'Agence internationale de l'énergie.



Avec 1,5 million de barils supplémentaire par jour, la consommation mondiale de pétrole a progressé en 2017 à un taux (1,5%) équivalent à celui de la moyenne 1985 – 2005. Doc. AIE

Bon marché, le gaz a lui bondi de 3%, 80% de cette augmentation provenant de l'industrie et de la construction. Même le charbon, pourtant largement signalé en déclin les années précédentes (-2,3% en 2015, -2,1% en 2016), a progressé de 1% environ. Si son utilisation a continué à baisser dans l'industrie et la construction, elle a en revanche augmenté du côté des centrales électrique à charbon.

En conséquence, l'AIE estime que les émissions mondiales de dioxyde de carbone relatives aux énergies ont atteint le record historique de 32,5 milliards de tonnes en 2017, soit une augmentation de 1,4% par rapport à 2016, ce qui correspond à près d'un demi milliard de tonnes de CO2... [« Les efforts actuels pour combattre le changement climatique sont loin d'être suffisants »](#), avoue le directeur exécutif de l'Agence, Fatih Birol. Euphémisme.



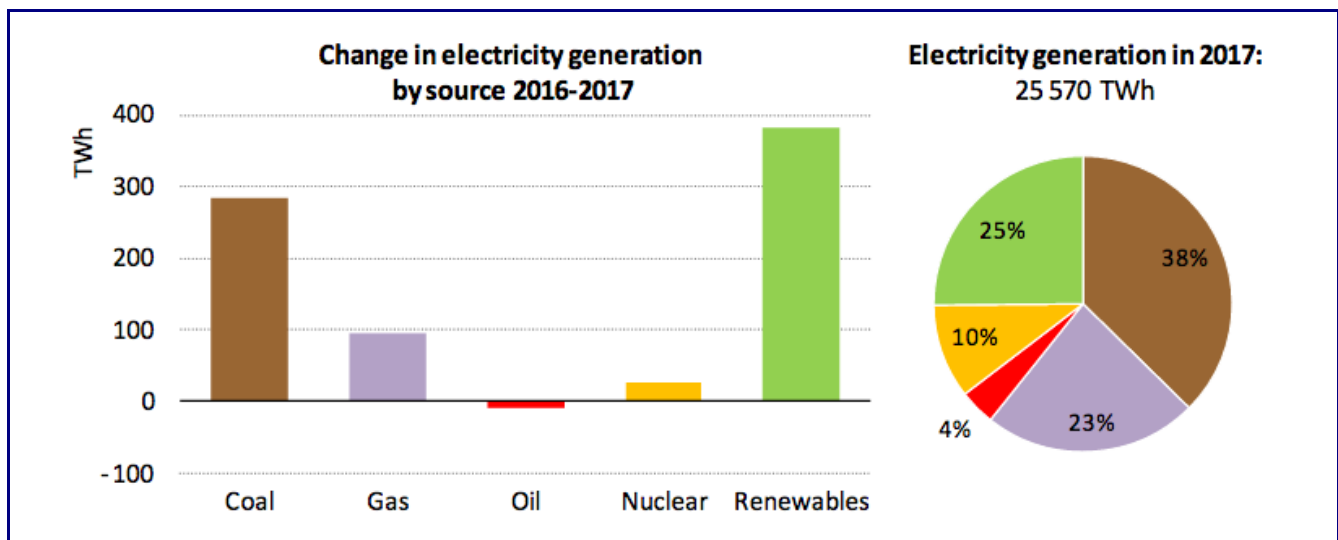
Evolutions des émissions 2017 selon les régions: plus de 1,5% dans l'Union européenne et en chine, plus de 3% dans le reste de l'Asie en développement, -0,5% aux Etats-Unis... DOC. AIE

Si la majorité des pays ont vu leurs émissions de CO₂ augmenter, par exemple ceux de l'Union européenne (+1,6% en moyenne), certains ont cependant connu une baisse, note l'Agence internationale de l'énergie: la Grande-Bretagne (baisse de l'utilisation du charbon, compensée par le gaz et les renouvelables), le Japon (remplacement d'électricité au fioul par de l'électricité fournie par les renouvelables et le nucléaire), le Mexique (déclin de l'utilisation de charbon et de pétrole, optimisation du système énergétique, progression de l'électricité d'origine renouvelable), ou encore les Etats-Unis (-0,5%), du fait du « déploiement élevé des énergies renouvelables » mais aussi du « déclin de la demande », estime l'AIE.

Production électrique: le boom des renouvelables n'empêche pas la progression du charbon et du gaz

Au niveau mondial, la production électrique issue d'énergies renouvelables a grimpé en 2017 de 6,3% dont 36% pour l'éolien, 27% pour le solaire photovoltaïque, 22% pour l'hydraulique, 12% pour les « bioénergies »... A eux seuls, les Etats-Unis et la Chine ont représenté 50% de l'augmentation de la production d'électricité d'origine renouvelable, devant l'Union européenne (8%), l'Inde et le Japon (6% chacun). Dans le même temps, l'électricité générée par le nucléaire, autre énergie estampillée bas-carbone, a atteint 3%, le Japon contribuant à 40% de cette augmentation.

Néanmoins, ayant atteint +3,1% (dont 70% pour la Chine et l'Inde), la hausse de la demande d'électricité a également permis à la production des centrales à charbon (tirée par la Chine, l'Inde, la Corée, le Japon, l'Indonésie...) de progresser de près de 3,5% pendant que l'électricité fournie par les centrales à gaz augmentait de 1,6%.



En 2017, si les renouvelables ont fourni près de 50% de l'augmentation de la consommation électrique, le charbon n'est pas loin avec une part de plus de 35%. Vient ensuite le gaz (12%). Au total, les énergies fossiles ont représenté 65% de la production mondiale électrique, les énergies renouvelables 25% et le nucléaire 10%. Doc. AIE

Au total, même si la part des renouvelables a atteint en 2017 le niveau historique d'un quart de l'électricité produite dans le monde (dont 65% pour l'hydroélectricité), les énergies fossiles en représentent encore les deux tiers. Surtout, en valeur absolue, la hausse de la production électrique a généré une hausse des émissions de CO₂, en dépit du bond des renouvelables.

Le rythme global du progrès de l'efficacité énergétique s'est « dramatiquement ralenti » en 2017

D'autre part, les données de ce rapport confirment que les énergies n'ont intrinsèquement pas toutes les mêmes usages et ne sont donc pas forcément interchangeables. En 2017, le pétrole continue ainsi à progresser dans les transports où il reste incontournable, et dans la chimie où il sert également de matière première... Le gaz progresse en particulier dans la construction et l'industrie, où de multiples sources de chaleur intenses sont entre autres massivement nécessaires.

Pour limiter de telles contraintes, la perspective est souvent de [parier sur une électrification](#) de l'économie, notamment du parc automobile, avec des énergies renouvelables, en particulier le solaire photovoltaïque. Problème: le rapport de l'AIE montre que la forte poussée de la production électrique des EnR en 2017 n'a donc pas empêché la progression de l'électricité produite dans les centrales à charbon et au gaz. Les usages se sont plus empilés qu'ils ne se sont remplacés les uns les autres...

Enfin, pour l'Agence internationale de l'énergie, il ne fait pas de doute que la hausse de la demande globale d'énergie est en partie consécutive au retour de la croissance économique (+3,7% en 2017), ce qui illustre une nouvelle fois la corrélation entre cette croissance et la croissance des émissions de CO₂. Du reste, comme le note l'AIE, l'intensité carbone de l'économie -qui est définie comme le CO₂ émis par unité d'énergie consommée- s'est moins rétractée en 2017 qu'en 2016.

Les énergies renouvelables peuvent-elles donc enclencher un véritable « découplage » et

permettre d'atteindre une « croissance verte » ? Hormis [les limites de l'environnement](#), qui tendent à faire comprendre que le « développement durable » est un oxymore, quelques limites à cette croyance pointent également leur nez dans le rapport de l'AIE. Celui-ci souligne en effet que le rythme global du progrès de l'efficacité énergétique s'est [« dramatiquement ralenti »](#) en 2017, du fait d'un « affaiblissement de l'étendue et de la rigueur des politiques d'efficacité énergétique » et des « prix bas de l'énergie ».

Le « taux de retour énergétique » ou EROEI, vice caché de beaucoup d'énergies

En conséquence, l'intensité énergétique mondiale, qui est définie comme l'énergie consommée par point de PIB, n'a baissé que de 1,7% en 2017 contre 2,3% en moyenne entre 2014 et 2016. Toujours selon l'AIE, c'est [« deux fois moins que ce qui est nécessaire pour rester sur une trajectoire cohérente avec l'Accord de Paris »](#) sur la lutte contre le réchauffement global. « Comprendre les raisons de ce ralentissement des progrès de l'intensité énergétique est crucial pour appréhender la future direction des émissions globales de carbone », analyse-t-elle.

Outre un contexte de prix bas de l'énergie, avec des [subventions](#) à la consommation de carburants fossiles qui restent élevées (260 milliards de dollars en 2016 pour l'AIE), le rapport explique que la zone d'influence des politiques d'efficacité énergétique, concernant 31,5% de la consommation d'énergie finale en 2016, a moins augmenté ces deux dernières années. De plus, les progrès enregistrés en 2017 proviennent principalement selon elle de l'extension de politiques déjà existantes et bien moins de nouvelles politiques concernant des secteurs ou des pays qui ne sont pas encore couverts, Et d'ajouter que la rigueur des politiques énergétiques déjà engagées a seulement progressé de 0,3% en 2016. [« Les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour adopter une approche stratégique de l'efficacité énergétique, devant être la base des plans de transitions de long terme »](#), alerte le rapport.

Donc, alors qu'il reste sur le papier des [efforts colossaux](#) à engager pour atteindre la [« neutralité carbone »](#) promise d'ici 30 ans, le chemin de la course à l'efficacité énergétique se révèle dès le départ semé d'embûches... Et en plus, au moins une grosse embûche reste largement ignorée dans les analyses, un peu comme un vice caché: c'est ce que l'on appelle le taux de retour énergétique ou [EROEI](#) comme Energy Returned On Energy Invested.

Schématiquement, l'EROEI, c'est le [rapport entre l'énergie utilisable à partir d'une source donnée \(du pétrole, du charbon, de l'hydraulique, du nucléaire, de l'éolien, du solaire photovoltaïque, etc.\) et la quantité d'énergie qui est nécessaire pour parvenir à l'utiliser](#). Concrètement, si vous devez injecter une unité d'énergie pour en récupérer 100, l'EROEI sera de 100. Vous pourrez bien sûr faire beaucoup plus de choses, donc avoir beaucoup plus de « croissance », que si vous n'en récupérez que 3, 4 ou même 10, toujours pour la même quantité d'énergie injectée. Et logiquement, plus une ressource naturelle comme le pétrole s'épuise plus le taux de retour énergétique va baisser puisque la ressource, devenant progressivement rare et difficile d'accès, nécessitera de plus en plus d'énergie pour être utilisée...

Problème: le charbon, l'énergie la plus fortement émettrice de CO₂, affiche généralement un bon taux de retour énergétique...

Par exemple, il est souvent estimé que le pétrole, énergie en plus très concentrée, avait un taux de retour énergétique de l'ordre de 100 au début de son exploitation et de 20 – 30 dans les

années 1960. Ce qui a donc rendu possible les Trente Glorieuses, avec des taux de croissance importants pour les différentes activités de la société. Mais aujourd'hui, [L'EROEI du pétrole conventionnel](#) serait plus proche de 10-20, tout comme les [taux de retour énergétique du nucléaire et de l'éolien](#) (dans les meilleurs des cas). [Des taux de retour énergétique largement inférieurs à 10](#) peuvent également être cités, par exemple pour les sables bitumineux, les huiles de schiste, les agrocarburants (qui peuvent même dans certains cas nécessiter plus d'énergie qu'ils n'en rapportent) mais aussi pour le solaire photovoltaïque, au sujet duquel le [débat](#) fait rage... Et d'autant plus que [les experts ne se sont pas à ce jour mis d'accord sur le protocole](#) à adopter pour mesurer cette notion de taux de retour énergétique. `

Malgré tout, il est généralement estimé qu'en dessous d'un [EROEI d'environ 8 à 12](#), une société comme la nôtre, avec donc tout son complexe industriel, ses technologies et sa consommation massive, a de plus en plus de mal à fonctionner « normalement »... Et donc finit par se modifier ou s'effondrer. Ce qui résume toute la portée de ces considérations.

Ironie du sort: outre l'hydroélectricité, [dont le déploiement reste limité, par exemple en France, par les conditions locales d'implantation](#), le charbon, l'énergie la plus fortement émettrice de CO2, affiche souvent de bons taux de retour énergétique (souvent de 40 à 80) [même s'il convient de les diviser par trois en ce qui concerne la production d'électricité](#), le rendement d'une centrale étant de l'ordre de 33%... Dit autrement, pour maintenir ou développer leurs activités, bon nombre de pays et d'industriels risquent avoir encore tendance à faire appel à la vieille houille dès que la « croissance » sera là, comme en 2017. Ou [dès que le pétrole sera en déplétion marquée](#), ce qui ne devrait plus trop tarder...

Et si donc on cherchait [des issues d'avenir en dehors d'une économie obnubilée par la recherche de croissance](#) ?

SECTION ÉCONOMIE



Le spectre d'une nouvelle crise financière plane sur l'Argentine.

Publié le 10 mai 2018 à 17:00:11 / 8 commentaires / 1 059 vues

Le spectre d'une nouvelle crise financière plane sur l'Argentine. La semaine dernière le gouvernement a employé les grands moyens pour empêcher la chute du... Lire la suite



Le CAC 40 Global Return vient d'atteindre un nouveau sommet historique. 33,34% plus haut qu'en juillet 2007 !

Publié le 11 mai 2018 à 00:10:56 / 4 commentaires / 567 vues

Alors que certains vous répètent tous les jours qu'il n'y a aucune bulle sur les marchés et que le CAC 40 est en retard par rapport au DAX ou à que sais je... Lire la suite



La crise ? Quelle crise ? En 2017, 100 banquiers employés par des établissements français auraient gagné plus d'1 million d'€

Publié le 11 mai 2018 à 07:00:40 / 2 commentaires / 398 vues

La crise de 2008 semble loin derrière: en dix ans, les banquiers ont retrouvé leurs bonus mirifiques. En 2017, 100 salariés de grandes banques ont été

payés au-dessus... Lire la suite



Thami kabbaj: "Les prix de l'immobilier vont-ils s'effondrer ?"

Publié le 11 mai 2018 à 13:00:31 / 5 commentaires / 534 vues

Thami Kabbaj: "J'ai reçu une question d'un abonné. Avec la montée en puissance de la nouvelle technologie, notamment les imprimantes 3D, est-ce que les prix de... Lire la suite



Une Grande Dépression se profilerait-elle à l'horizon aux USA ?



Au Venezuela, c'est l'apocalypse financière ! Le FMI prévoit 13.800 % d'inflation cette année.

Ces investisseurs respectés prédisent un krach boursier en 2019 ou 2020

**Article de David Craggen, publié le 7 mai 2018 sur SafeHaven.com
Publié Par [Or-Argent](http://Or-Argent.com)- Mai 11, 2018**

Après un marché haussier long de 9 ans, les bears sont sortis de leur état d'hibernation. Déterminés, ils prédisent un krach boursier dans un futur proche, même si un sondage de Bank of America affirme que moins de 20 % des gestionnaires pensent que nous allons tout droit vers une catastrophe.

En effet, la polarisation entre les bulls et les bears est presque aussi forte que la polarisation politique en ce moment. Prédire ce qu'il adviendra du Dow Jones requiert plus que jamais une boule de cristal pour ceux qui veulent se risquer dans de telles supputations.

Voici comment l'indice industriel américain s'est comporté durant ces 5 derniers jours, ainsi que durant le dernier mois.

Market Summary > Dow Jones Industrial Average

INDEXDJX: .DJI

+ Follow

24,438.80 +176.29 (0.73%) ↑

May 7, 12:02 PM EDT · Disclaimer

1 day

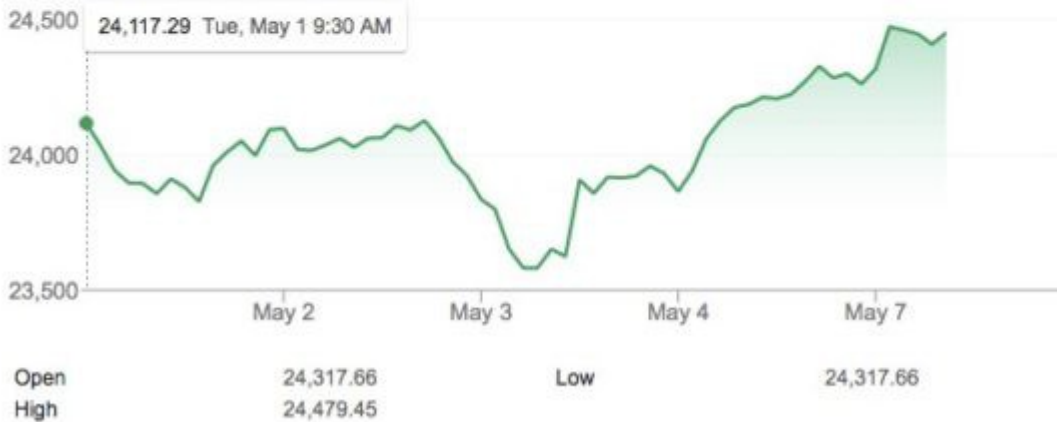
5 days

1 month

1 year

5 years

Max



Market Summary > Dow Jones Industrial Average

INDEXDJX: .DJI

+ Follow

24,438.80 +176.29 (0.73%) ↑

May 7, 12:02 PM EDT · Disclaimer

1 day

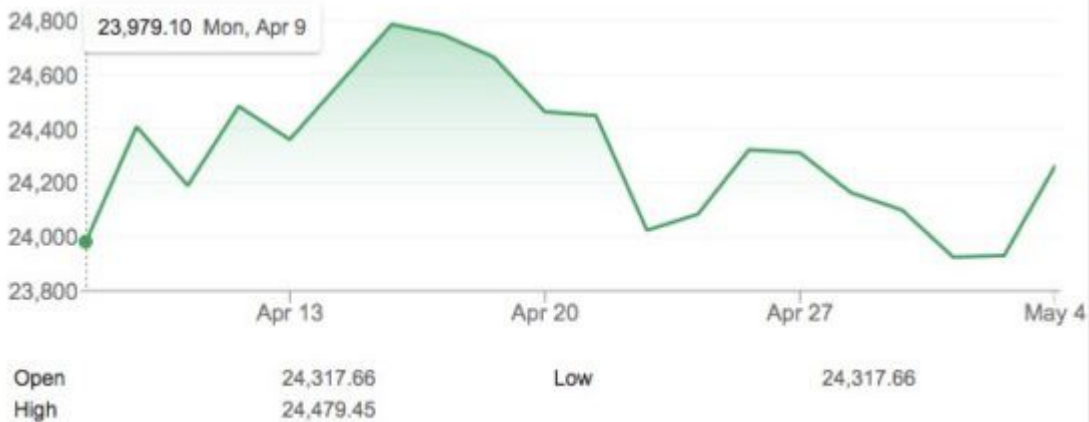
5 days

1 month

1 year

5 years

Max



Warren Buffett dirait que tout ceci est parfaitement normal, qu'investir sur les marchés actions signifie investir à long terme dans l'économie américaine et qu'il y aura toujours des zones de turbulences à traverser à un moment ou à un autre.

Le sondage de Bank of America Merrill Lynch tend à prouver que la majorité partage cette opinion, qu'il n'y a pas vraiment de signes de capitulation.

À l'échelle mondiale, les gestionnaires continuent d'injecter des liquidités dans le marché. Mais, jusqu'à présent, Bank of America affirme que les bulls ont été calmés, sans avoir été mis en déroute pour autant. Il s'agirait donc d'un moment opportun pour des achats contrariens.

Mais certains bears, et non des moindres, ne partagent pas cette opinion.

David Stockman, un ancien banquier d'investissement de Salomon Brothers et directeur du budget de l'administration Reagan, affirme qu'un scénario du pire est imminent. Dans le *Times*, il a prédit une « catastrophe monétaire et fiscale de proportions bibliques ».

On retrouve dans sa liste de décisions catastrophiques la réforme fiscale qui va propulser le déficit fédéral américain au-delà du trillion de dollars. Le détricotage du QE et ses ventes obligataires en font également partie. La vente des obligations débouchera sur une augmentation massive des taux qui secouera les marchés, malgré le déni actuel de la majorité.

Dans un même ordre d'idées, le PDG de Guggenheim Partners, Scott Miner, anticipe une catastrophe dès l'année prochaine en raison de stimulations fiscales initiées alors que l'économie est proche du plein-emploi. Ce contexte pourrait obliger la FED à devenir encore plus agressive avec sa politique de relèvement des taux. Tandis que la Banque centrale américaine semble vouloir s'en tenir à ses plans en ce qui concerne les taux, Miner s'attend à un 4e relèvement additionnel en 2018, ainsi qu'à 4 hausses en 2019.

Le gestionnaire de hedge fund Paul Tudor Jones, un autre bear célèbre qui a notamment prédit le krach de 1987, anticipe lui aussi un effondrement boursier dès 2019. Il a déclaré : « *Nous sommes en train de développer le bon vieux scénario des bulles financières, qui nous est tant familier.* » Qu'est-ce qui effraie Tudor Jones ? À nouveau, la vigueur de l'économie au plein-emploi, qui mène à ce qu'il compare à une « *euphorie dangereuse* ».

Ray Dalio de Bridgewater Associates, qui est tout simplement le plus gros hedge fund du monde, est notre dernier pessimiste. Il prédit quant à lui un krach boursier en 2020. Il qualifie la période que nous traversons actuellement de « pré-bulle ». Il évalue à 70 % les chances de récession avant la prochaine élection présidentielle américaine.

L'investisseur contrarien John Hussman, de Hussman Investment Trust, est moins catégorique en ce qui concerne ce qui apparaît dans sa boule de cristal. Il ne donne pas de date quant au prochain krach boursier. Mais si la bulle devait éclater, il pense que la correction devrait s'élever à environ 60 % alors que les valorisations des actions sont beaucoup trop élevées, comme ce fut le cas avant l'éclatement de la bulle Internet.

Emploi : les bonnes nouvelles sont fausses

Rédigé le 11 mai 2018 par [Bill Bonner](#)

Richesse des ménages, emploi US, salaires... Les bonnes nouvelles pleuvent, ces derniers jours – mais en creusant un peu, on s'aperçoit que les chiffres ne tiennent pas la route.

De bonnes nouvelles sont tombées ces derniers jours aux Etats-Unis. « Le taux de chômage [US] à un plus bas de 17 ans », annonçait en une le *Wall Street Journal* samedi dernier.

« Solide » : c'est ainsi que les analystes décrivent le rapport du Bureau US des statistiques de l'emploi. « L'économie US se porte bien », concluait un autre gros titre.

Domage : la note était fautive. Les *news* étaient *fake*.

Sans emploi, sans abri

Nous sommes de retour en Irlande après un rapide voyage en Virginie pour un mariage. Il fait à peu près 20 degrés de moins ici... il pleut...

... Et nous sommes sans abri.

Oui, nous devrions nous tenir sur le trottoir de Stephen's Green avec une pancarte : « sans emploi. Sans abri. Aidez-moi s'il vous plaît ? »

Lorsque le reporter John Stossel s'y est essayé, il a récolté 90 \$ en une heure – non imposés, bien entendu.

A ce rythme, en travaillant 40 heures par semaine et en prenant deux semaines de vacances à Noël, il gagnerait 180 000 \$ par an.

C'est plus que ce que gagnent la plupart des membres du Congrès US en un an. D'un autre côté, il mérite probablement plus qu'un parlementaire.

Nous sommes sans abri parce que notre nouvelle maison est en travaux. On lui coupe les cheveux, on cire ses bottes.

Les échafaudages sont montés. Les ouvriers sont sur place. Le boucan des scies, des perceuses et des marteaux-piqueurs a remplacé le chant des oiseaux.

La rénovation prendra environ six mois. En attendant, nous sommes sans domicile fixe ; nous logeons dans des hôtels et autres locations de court terme...

... et, bien entendu, nous voyageons.

Être sans domicile fixe en Irlande a ses bons côtés. Nous sortons. Nous rencontrons du monde. Nous voyons du pays – et les gens qui y vivent.

Plus riches que jamais

Mais ne nous laissons pas distraire. Les bonnes nouvelles abondaient, ces derniers jours – mais toutes étaient bidon... ou mal interprétées.

Par exemple, on a beaucoup parlé du fait que les Américains sont plus riches que jamais.

La valeur nette des ménages est à un sommet historique. Généralement, les familles ont une valeur nette se montant à cinq fois leurs revenus environ. Mais à mesure que les autorités injectaient de l'argent bon marché dans le système financier, les actions ont grimpé et la valeur des ménages s'est envolée.

En 1999, le ratio valeur nette/revenu a atteint un sommet historique de plus de six. On était alors au sommet de la bulle des dot.com. La bulle a éclaté en 2000, et le ratio est revenu à un cadre normal.

Il n'y est pas resté longtemps. La Fed n'a pas tardé à réinjecter plus de *cash* et de crédit, et le

ratio valeur nette/revenu a battu un nouveau record – 6,4 en 2007.

Cette bulle, qui se concentrait sur l'immobilier, a explosé en 2008. Là encore, le ratio s'est effondré jusqu'à revenir à la normale.

Devinez ce qui s'est passé depuis. Les autorités se sont remises au travail avec pompes et tuyaux en 2009, injectant 3 000 milliards de dollars supplémentaires (en rachats obligataires) – et hop : en 2015, le ratio était de retour à 6,4.

Cette année, il a dépassé les 6,5 – un nouveau record.

Chômage négatif

Voilà encore d'autres fausses bonnes nouvelles. La Fed affirmait il y a quelques semaines que les Etats-Unis avaient atteint « plus que le plein emploi ». Vendredi dernier, nous avons appris que nous avons désormais *encore plus* que « plus que le plein emploi ».

Le taux de chômage US est passé à 3,9%. Si ça continue, nous aurons bientôt un chômage négatif. C'est-à-dire qu'il y aura plus de gens qui travaillent que de travailleurs.

On trouve 148 millions de personnes ayant un emploi aux Etats-Unis aujourd'hui. Si les calculs des autorités sont bons – c'est-à-dire si l'on pouvait effectivement ajouter six millions d'emplois supplémentaires – il n'y aurait pas une seule personne au chômage dans tout le pays...

... A part bien entendu les 169 millions de personnes qui n'ont toujours pas de travail mais ne sont pas comptées dans les chiffres du chômage parce qu'elles ne sont pas en recherche active d'emploi.

Cela inclut les 16,6 millions d'Américain « sortis » de la main-d'oeuvre ces huit dernières années, et les 230 000 personnes que le Bureau des statistiques de l'emploi a radiées des chiffres le mois dernier – c'est ainsi qu'ils ont obtenu un taux de chômage aussi bas.

Le US Census Bureau affirme aussi que 46 millions d'Américains vivent « sous le seuil de pauvreté » – c'est-à-dire qu'ils ne disposent pas « d'une alimentation, d'un abri et/ou de vêtements adéquats ».

Avec tant de gens qui deviennent de plus en plus riches... et autant d'emplois disponibles... comment est-ce possible ? Pourquoi trouve-t-on encore des gens sur Charles Street à Baltimore demandant une petite pièce ?

Le travailleur moyen perd du terrain

La vérité se trouve dans le dernier rapport sur l'emploi US – qui la révèle par inadvertance.

Pour commencer, le travailleur américain moyen perd du terrain, il n'en gagne pas.

Le taux d'inflation officiel est de 2,4%. Parallèlement, la croissance des salaires est de 2,6%. Cela laisse un gain net de 0,2% – ou deux *cents* pour 10 \$ de revenus. Ce n'est qu'une statistique, cependant.

Le prix du carburant aux Etats-Unis était en moyenne de 2,30 \$ le *gallon* il y a un an. Aujourd'hui, il est 50 *cents* plus élevé. Ce n'est pas une statistique. C'est une véritable hausse

du prix.

Et cela signifie que les gens paient leur carburant 22% plus cher.

Si les coûts avaient tous connu une hausse similaire, l'augmentation de salaire nominale de 2,6% se monterait en réalité à une *baisse* de 19,4%.

Encore quelques augmentations de salaire de ce genre, et les Américains seront ruinés !

La deuxième chose que nous révèle le rapport, c'est que les chiffres sont en fait factices. Si les Etats-Unis connaissaient véritablement le plein emploi, l'offre de travailleurs atteindrait un sommet et stagnerait, tandis que la demande serait élevée ; dans ces conditions, le prix de la main-d'oeuvre augmenterait et les travailleurs toucheraient plus d'argent.

Mais ce n'est pas le cas... parce que les statistiques sont fausses.

En mesurant le « chômage » correctement – en termes d'heures travaillées –, notre collègue David Stockman a découvert que le taux de chômage a augmenté, et non baissé. Au début de ce siècle, 36,4% des heures disponibles (le nombre de personnes en âge de travailler x 2 000 heures par an) n'était pas utilisés. Actuellement, ce chiffre est de 40%.

C'est ça, le plein emploi ?

Quant aux salaires, ils nous disent une chose intéressante de plus : la baisse d'impôts n'a pas fonctionné.

Rappelez-vous qu'elle n'était pas uniquement censée mettre plus de *cash* dans les poches des actionnaires. Elle était aussi supposée augmenter les salaires. Cela n'a pas été le cas. Ce qu'en dit Mark Whitehouse, de Bloomberg :

« Lorsque j'ai vérifié il y a quelques mois, j'ai trouvé à peu près zéro preuve que les entreprises [américaines] augmentaient plus les salaires que ce qu'elles auraient normalement fait. Maintenant que nous avons les données de deux autres rapports sur l'emploi, jetons un nouveau coup d'oeil. Dans l'ensemble, les gains de salaires ne semblent pas avoir accéléré. Entre décembre et avril, les revenus horaires moyens ont augmenté au taux annuel de 2,3%, sensiblement plus lent qu'en 2017 ».

Les bonnes nouvelles sont fausses.

Bonnes nouvelles... ou pas

Rédigé le 11 mai 2018 par [Françoise Garteiser](#)

Marchés américains et marchés européens interprètent différemment les nouvelles de l'inflation US... mais ils se trompent tous.

De bonnes nouvelles ! De bonnes nouvelles partout, dans tous les sens et à tous les étages – c'est en tout cas ce que nous disent les médias américains (en France... c'est une autre histoire).

Dernière en date : l'inflation des prix à la consommation. Selon le département du Travail US, l'IPC a grimpé de 0,2% en avril, après un recul de 0,1% le mois précédent.

Cela fait au total une hausse de 2,5% sur 12 mois... et les marchés ont choisi d'interpréter cela

comme le signe que la Fed ne va sans doute pas accélérer ses hausses de taux et son « resserrement quantitatif ».

Cela a eu le don de rassurer les intervenants : le Dow Jones a clôturé sur une hausse de 0,80%, tandis que le S&P 500 s'adjudgeait presque 1%, à +0,94% et que le Nasdaq grimpait de 0,89%.

Côté européen, l'ambiance est moins folâtre : l'inflation US pénalise les grandes entreprises exportatrices... et le CAC 40 consolide donc ce matin, perdant 0,40%.

Qu'est-ce que ce sera quand – [comme l'explique Bill Bonner dans ses notes](#) – les intervenants découvriront que toutes ces statistiques rassurantes et bonnes nouvelles apaisantes sont en fait... complètement bidon ?

Les rachats d'action s'envolent, la socialisation des financements est de plus en plus nette. Perversion du système.

Billet. Bruno Bertez 11 mai 2018

On s'achemine vers \$ 1 trillion de rachats d'actions et distributions de dividendes !

S&P 500 companies are on pace to do \$1 trillion in share buybacks and dividends in the 12 months through March. Yes, \$1 trillion.

Le jeu du capitalisme financier à tendance crony/kleptocratique continue de plus belle et c'est ce qui soutient les cours de Bourse.

Faute de trouver les investissements productifs attrayants, les firmes cotées en Bourse préfèrent utiliser leurs cash flows pour racheter leurs propres actions. C'est un moyen de soutenir les cours de Bourse, de créer ce que certains appellent de la Valeur. C'est aussi un moyen critiquable de faire une fleur aux managers qui se voient attribuer des actions à titre de rémunération et peuvent ainsi les vendre avantageusement.

Les buybacks sont un double pillage; pillage de la société qui y procède et pillage du bien public qu'est la monnaie laquelle alimente le crédit qui sert aux buybacks.

C'est en fait une grève de l'investissement qui peut se développer grâce à la politique monétaire des banques centrales. Les banques centrales distribuent l'argent gratuitement ou quasi et les entreprises s'endettent pour racheter leurs propres titres: elles se décapitalisent.

C'est une forme de socialisme au sommet; on travaille avec de moins en moins de vrai capital, avec de plus en plus de dettes! Le capital c'est le capitalisme, les dettes c'est le socialisme car c'est la collectivité/banque centrale/épargne qui finance. La dette consiste à ne pas utiliser son argent et à faire levier sur celui des autres. On s'éloigne toujours plus d'un système légitime où chaque facteur de production accomplit sa tâche et contribue à la production de richesses.

En se décapitalisant, les firmes « usent » leur capital elles usent ce que l'on appelle la capacité d'endettement. Le ratio des capitaux propres sur total du bilan se contracte, la garantie des créanciers est de plus en plus mince et finalement le risque croit fortement. Il se concrétisera

lors de la prochaine récession ou lors de l'accélération de l'inflation, laquelle forcera à monter les taux.

La pire des situations pour les firmes qui se sont endettées pour racheter leurs titres, ce sera la stagflation; c'est à dire l'inflation avec hausse des taux sans croissance.

Les firmes prennent des décisions idiotes et à courte vue car elles rachètent leurs actions au plus haut après neuf années de hausse c'est de la vraie destruction de Valeur et non de la création de valeur. On s'en apercevra lors du grand reflux.

Dans ce texte il n'est pas abordé la question du renforcement des tendances déflationnistes qui est produit par la création de valeur fictive .

En effet les buy backs ont pour résultat de faire monter le prix des actions et donc de provoquer une inflation de la valeur des entreprises cotées.

La fonction des managers dans le capitalisme klepto étant de maximiser la fortune des détenteurs de capital, ces managers sont obligés de faire suffisamment de profit pour rentabiliser/valider les prix inflatés du capital, cela les conduit à exacerber la contrainte de profit dans les entreprises. En renforçant la contrainte de profit on oblige à une productivité accrue, à des licenciements, à des délocalisations et à des abandons de production non rentables, c'est la déflation par les profits.

Note en réponse à Lisa : Les buybacks sont souvent financés par le recours au crédit, lequel est encore quasi gratuit. Pas pour les particuliers bien sur! Or le crédit est une ressource sociale.

Quand je répète que le système est fragile et que cette fois les difficultés viendront des sociétés, des Corporate, c'est parce qu'elles n'investissent pas beaucoup, (elles n'ont pas encore rejoint le niveau d'investissement d'avant la crise) mais qu'en plus elles s'endettent pour des montants records pour profiter de l'argent quasi gratuit.

Le crédit c'est l'utilisation de ressources « sociales ».

Le crédit est créé par le système bancaire traditionnel et shadow, il est le produit du système dit « de la monnaie de crédit », c'est dire qu'il est rendu possible par la possibilité qu'ont les banques de créer de la monnaie et d'être refinancées si besoin en est par la Banque Centrale. Donc tout repose sur le pillage d'un bien commun, ce bien commun étant la monnaie.

Il faut rappeler que la création de monnaie pénalise tous les détenteurs de monnaie par ce que l'on appelle l'effet Cantillon.

Il faut rappeler que ceci est la définition de la kleptocratie puisque cette monnaie créée, qui dilue l'ancienne, est bien entendue attribuée à ceux qui sont proches des robinets de distribution, les ultra riches, les très grosses entreprises, les gens et institutions proches des pouvoirs, c'est à dire les Crony.

On feint, comme le fait le FMI de s'indigner de la progression des inégalités, mais le système actuel est conçu structurellement pour produire ces inégalités!

Ci dessous la Une du Wall street Journal du jour: les rachats d'actions par les entreprises explosent ... buybacks surge...

What's News

Business & Finance

U.S. companies are buying back their shares at a record pace, providing fresh support for the stock market. **A1**

Apple and Goldman are preparing to launch a joint credit card that would carry the Apple Pay brand. **A1**

Wells Fargo said it would remain constrained by a Fed-imposed asset cap for longer than expected. **B1**

AXA Equitable's IPO, the largest of the year, received a weak reception as shares made their debut at a price well below expectations. **B1**

A U.S. report offered signs inflation's acceleration is moderating, potential good news for workers who have felt minimal gains from pay raises. **A2**

Stocks advanced as fears about runaway inflation abated. The Dow climbed 196.99 points to 19,699.53. **B1**

ZTE's customers are reassessing their ties with the hobbled Chinese telecom company following the shutdown of assembly lines. **B1**

Auto officials are heading to a White House summit as the administration seeks to forge a common stance on fuel-economy rules. **B2**

HBS agreed to pay \$4.9 billion to settle with the Justice Department over toxic mortgage securities. **B2**

Dropbox added about half a million paying customers last quarter, helping boost revenue by 25%. **B4**

Synovate is looking into unspecified financial issues and warned it may have to amend results. **B4**

World-Wide

The U.S. levied sanctions on an Iranian financial network and accused Tehran's central bank of helping funnel U.S. dollars to a black-listed elite military unit. **A1**

Israeli warplanes made dozens of strikes against Iranian infrastructure in Syria, showing Israel's determination to dislodge Tehran's forces from its border. **A6**

Trump said he would meet with North Korea's Kim on June 12 in Singapore, hours after he welcomed home three freed U.S. citizens. **A9**

Damage to a nuclear test site that Kim promised to shut is more extensive than thought, a study found. **A9**

Nafta negotiators are focusing on auto rules as they face hard deadlines, raising the possibility of less drastic changes in other areas. **A2**

The U.S. military has concluded that "no single failure or deficiency" was behind the ambush that killed four service members in Niger. **A3**

Essential Consultants, the firm set up by Trump lawyer Cohen, has become a focus in federal probes buffeting the administration. **A5**

Russian propagandists grew increasingly sophisticated as they modified in the 2016 election, ads purchased on Facebook revealed. **A5**

Iraq's intelligence agency said it captured five top Islamic State members this year in a raid coordinated with the U.S.-led coalition. **A7**

Trump plans Friday to outline initiatives aimed at curbing drug prices. **A4**

Before Donnie Wyrick went to a Smashburger in Moore, Okla., last month, she checked the menu online and knew what she was going to order—a regular cheeseburger and fries.

When she got there, the cashier asked if she wanted to upgrade to the rosemary, garlic and olive oil fries. Ms. Wyrick froze. She could feel her heart

sort of thumping, she says, and her mind went blank. She blurted out "yes" even though she meant "no."

"I don't even like rosemary," said Ms. Wyrick, a 32-year-old Walmart employee. As menu choices multiply—and multiply and multi-

Show of Force After Iranian Rockets in Syria Target Israel



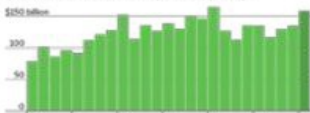
ON GUARD: Israeli tanks and soldiers gathered near the Syrian border in the Golan Heights on Thursday, following Israel's military strike against Iranian infrastructure in Syria. The counterattack was in response to Iranian rockets fired at Israeli forces in the Golan. **A6**

Buybacks Surge, Steady Market

By Ben Elkin and Akani Otkam

Gobbling Up

100% results in from 85% of S&P 500 companies, corporations are on track to buy back a record amount of shares in the first quarter of 2018. S&P 500 share repurchases, quarterly.



Share Buybacks: Steady, 85% of companies have met or surpassed earnings. THE WALL STREET JOURNAL. SOURCE: S&P 500 SHARE BUYBACKS

S&P 500 companies are on pace to have returned almost \$1 trillion to shareholders for the 12 months through March through dividends and buybacks. "The reason these companies are buying their stock is that they're smart enough to know that it's better for them than anything else," said Charles Munger, vice chairman of Berkshire Hathaway Inc., at

the company's annual meeting last weekend.

Early signs suggest share repurchases have been effective, even in a year in which stocks have been tested by uncertainty around global trade, the path of interest rates and regulation around the technology industry.

Of the 20 S&P 500 companies that spent the most on buybacks over the first quarter, nearly three-quarters have outperformed the index so far this year. The group has risen an average of 5.2% in 2018, compared with the S&P 500's 1.9% gain, according to a Wall Street Journal analysis of S&P 500 Index data.

Please see STOCK page A4

Apple Inc., the largest U.S. largest IPO of the year. **B1**

Fall of Malaysia's Ruling Party Shakes U.S. Ally

In power for six decades, it was undone by a corruption scandal; new leaders signal shift in China policy

By James Hoggan and Tom Whight

KUALA LUMPUR, Malaysia—Around 2 a.m. Thursday, the global ramifications of a shocking political turn started to unfold: A 92-year-old former prime minister, returning after a long absence, would reclaim office and upset the balance of power in a strategically vital region—rethinking deals with neighboring China and accelerating investigations of a sweeping international corruption scandal.

The parliamentary election brought back to power Mahathir Mohamad, Malaysia's

ruler from 1981 to 2003, who had soared on his onetime protégé Prime Minister Najib Razak and assembled a coalition of former political foes to unseat him. The voting marked the first time Mr. Najib's party was out of power since Malaysia won independence from Britain in 1957.

The result cast Malaysia in contrast with much of the rest of Southeast Asia, where fragile democracies have struggled or one-party rule has persisted. Thailand has been

Please see VOTE page A10

Malaysia vote shocks investors. **B1**



Mahathir Mohamad, 92, has returned to power as the Malaysian prime minister, after leading his coalition to a upset election victory.

Today's Special: Way Too Many Options for One Sandwich

Restaurants are driving patrons down a rapid assembly line of possibilities

By Julie Jaroson

Before Donnie Wyrick went to a Smashburger in Moore, Okla., last month, she checked the menu online and knew what she was going to order—a regular cheeseburger and fries.

When she got there, the cashier asked if she wanted to upgrade to the rosemary, garlic and olive oil fries. Ms. Wyrick froze. She could feel her heart

sort of thumping, she says, and her mind went blank. She blurted out "yes" even though she meant "no."

"I don't even like rosemary," said Ms. Wyrick, a 32-year-old Walmart employee. As menu choices multiply—and multiply and multi-

ply—diners are suffering from option paralysis. Especially troublesome are assembly-line-style chains in "fast casual" restaurants where diners have just seconds to answer rapid-fire questions such as whether they want tahini or aioli sauce on their chicken shawarma, or prefer the turmeric almonds or pickled ginger on their beef falafel bowl.

The first time Robert Green went to MIXT, a California chain that requires customers to follow four steps to customize a salad, he recalls looking up at a giant menu board listing no fewer than 55 specialty ingredients.

from pickled red onions to crispy dukkah chicken. Please see MENU page A10

INSIDE THE FUTURE OF EVERYTHING MAGAZINE

FOR PRINT SUBSCRIBERS AND AT WSJ.COM/FOE



SUMMER MOVIE PREVIEW

LIFE & ARTS



Apple, Goldman Sachs Team Up on Credit Card

By Terry Mickle and Liz Hoffman

Apple Inc. and Goldman Sachs Group Inc. are preparing to launch a new joint credit card, a move that would deepen the technology giant's push into its customers' wallets and mark the Wall Street firm's first foray into plastic.

The planned card would carry the Apple Pay brand and could launch early next year, people familiar with the matter said. Apple will replace its long-standing rewards-card partnership with Barclays PLC, the people said.

The Apple-Goldman card could help the companies combat weaknesses in their core businesses. As new iPhone sales growth slows, Apple is focusing on services such as mobile payments, streaming music subscriptions and App Store sales.

Apple Pay, which generates revenue on each transaction, is a key contributor, but adoption has been slower than executives hoped. Goldman, meanwhile, is pushing into consumer banking to compensate for a slump in securities trading, where revenue has fallen by two-thirds since the financial crisis. It launched a retail banking business called Marcus in 2016 for online savings accounts and personal loans, and executives have been exploring adding credit cards and wealth-management tools.

The partnership will extend into other services including iPhones and other gadgets, an effort the Wall Street Journal reported on in February.

Apple and Goldman are still hashing out the terms and benefits of the planned card including the perks for customers, these people said. The current Apple credit card with Barclays offers interest-free financing on

Please see APPLE page A2

CONTENTS	Pages
Business News	A1-A9
Sports	A10
Technology	A11
Health & Science	A12
Arts & Culture	A13
World News	A14

Ils découvrent leurs faibles marges de manœuvre

François Leclerc 11 mai 2018

Les dirigeants européens s'illusionnent-ils sur les marges de manœuvre dont ils disposent pour contrer Donald Trump ? À force, ils devraient finir par connaître le personnage et avoir compris que l'heure n'est plus à se contenter de rouler les mécaniques.

Au prétexte que le dollar joue un rôle déterminant dans les activités commerciales internationales, ce pouvoir s'est arrogé le droit de les régenter et ne s'en prive plus. L'extraterritorialité juridique est devenue la norme, plaçant les autorités européennes sur la défensive.

La prééminence du dollar s'appuie également sur la puissance financière américaine, notamment via les fonds monétaires où les banques du monde entier vont se financer sur le vital marché des « repos ».

Forts de cette domination, les États-Unis se sont arrogés le droit de poursuivre et de sanctionner toute entreprise qui enfreint sa loi dès lors qu'elle utilise le dollar et ses circuits financiers pour ses transactions. Rappelons le cas emblématique de la sanction de BNP Paribas, en 2014, qui a versé 8,9 milliards de dollars pour avoir effectué des transactions avec l'Iran, qui était sous embargo américain. Et les autorités européennes ont à l'époque laissé faire.

On connaissait la puissance militaire américaine et sa puissance monétaire, il faut désormais compter sur une puissance juridique qui transcende la souveraineté des États, permettant aux autorités américaines de modeler le monde à leur guise au prétexte de défendre leur « sécurité nationale ».

Face à cet étalage de puissance et à ces prétentions, que reste-t-il à négocier ? Avec les Français, les Allemands découvrent l'étendue des sanctions qui pourraient frapper leur industrie. Mais, pathétique, le ministre français des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian ne dévie pas de sa ligne floue : « entre européens, nous devons mettre en place les mesures nécessaires pour protéger les intérêts de nos entreprises et entamer des négociations avec Washington sur ce sujet ». Plus incisif, Bruno Le Maire lève l'étendard de la défense de la « souveraineté économique » de l'Europe et déclare que « il est temps de passer aux actes », proposant à ses homologues allemands et britanniques d'en discuter... mais fin mai. Une loi de l'Union européenne de 1990 pourrait certes donner une assise juridique aux entreprises décidant de ne pas obéir aux injonctions américaines, mais seront-elles pour autant prémunies de la fermeture de leur accès au marché américain ?

Le ministre propose une deuxième piste, qui consisterait à adopter les moyens dont les autorités américaines se sont dotées afin de vérifier le comportement des entreprises américaines en Europe, ouvrant ainsi la porte à d'éventuelles sanctions en cas de manquement. Mais il émousse lui-même l'arme qu'il brandit, demandant simultanément à Steven Mnuchin « des exemptions » ou « des délais d'application plus longs » pour les entreprises françaises s'étant déjà engagées en Iran, tout en reconnaissant ne pas se faire « trop d'illusions sur la réponse américaine ». Tergiverser ne mènera nulle part. Seule la voie de la confrontation ouverte, au risque de l'escalade il est vrai, pourra donner un résultat tangible.

L'Union européenne subit un triple choc : à celui du Brexit, toujours aussi cafouilleux, et de la

campagne de révision forcée des relations commerciales avec les États-Unis, s'ajoute désormais les conséquences de la sortie américaine de l'accord nucléaire avec l'Iran. Ce calvaire n'en finira donc jamais ?

Par son interventionnisme, Donald Trump menace les exportations allemandes. Les autorités allemandes n'ignorant pas les poids respectifs des marchés américain et iranien, il sera difficile de les inciter à s'engager très loin. Mais la posture allemande faite d'inaction, que ce soit vis-à-vis de la politique américaine ou de la relance de l'Europe, ne sera pas tenable éternellement. Lors de son discours à Aix-La-Chapelle, Emmanuel Macron a souligné son impuissance en énumérant quatre commandements qui ne vont pas être suivis d'effet. La solennité du propos ne remplace pas le passage à l'acte, quand l'immobilisme prévaut par défaut.

Mais un évènement nouveau pourrait intervenir, si un gouvernement associant la Ligue et le Mouvement des 5 étoiles voyait le jour. Les deux partis qui n'étaient pas parvenus à s'entendre ont demandé un délai de 24 heures, puis de trois jours, au président Sergio Mattarella dans le but de se mettre d'accord. Le nom du premier ministre qui pourra sortir de ces tractations de la dernière chance et le programme de son gouvernement ne sont pas indifférents, mais il est déjà assuré que sa tonalité sera eurosceptique, et qu'il sera en permanence tenté de franchir la ligne jaune. Le bruit circule déjà que les deux partenaires présumés se seraient mis d'accord pour annuler la réforme des retraites, établir un revenu de base universel ainsi qu'un impôt à taux unique, et à étudier la mise en place d'une monnaie parallèle à l'euro.

[Pourquoi il ne faut pas craindre les robots](#)

Posté par [calebirri](#) le 14 février 2018

Un jour les robots nous remplaceront. C'est inéluctable. [TOTALEMENT FAUX: 1) puisque les robots fonctionnent avec beaucoup d'énergie (ils dissipent beaucoup plus que les 100 watts de l'être humain) pour qu'ils puissent nous remplacer il faudrait que la quantité d'énergie disponible sur terre soit infini. 2) Si les robots servent à produire quelque chose (des objets ou rendre des services) il faut des acheteurs. Et les robots ne sont pas des consommateurs.] Pas en tant qu'humanité bien sûr, car ils n'auront jamais la « conscience ». Il ne faut pas fantasmer, faire semblant n'est pas être ; et c'est tant mieux, car eux seuls peut-être seront en capacité d'en finir avec le capitalisme.

L'économie capitaliste fait semblant de croire à l'existence de l'être rationnel pur, absolu, qui prend les décisions les plus optimales à la fois pour lui et pour les autres. Elle préconise à la fois la concurrence « libre et non faussée » et la transparence des échanges, l'optimisation des rapports entre les ressources et les besoins. Heureusement, cet être n'existe pas, et ne saurait exister, car alors il ne serait plus un Homme : il serait un robot.

En réalité, si on y réfléchit bien, on peut penser que le capitalisme géré par des robots (des algorithmes) le serait bien mieux que par des Hommes, car ils ne sont sujets ni aux passions ni aux oublis, ni à l'individualisme ni à l'appât du gain, ni à tout ce qui fait de nous des êtres faibles et corruptibles. Peut-être serait-il même beaucoup plus juste si les règles édictées en théorie étaient réellement respectées par ceux qui disent les appliquer...

Mais en fait si les robots, eux purement « rationnels », venaient à « diriger le monde », il ne fait

aucun doute qu'ils en viendraient « naturellement » à la conclusion que le capitalisme est un mauvais système. Si on leur indiquait les objectifs à atteindre (de la nourriture pour tous, un toit pour tous, la paix, l'éducation, l'écologie, la santé...), ils se trouveraient rapidement contraints de remettre en cause soit le système qui ne fonctionne pas correctement, soit les Hommes eux-mêmes... La deuxième solution n'en étant pas vraiment une (à quoi servirait un système « parfait » si les Hommes qu'il est sensé servir ne sont plus là pour en profiter ?), les robots feraient vite leur choix !

Ils auraient vite fait de comprendre d'où vient l'argent, par où il passe et où il va. Ils auraient vite fait de calculer que si on veut sauver l'Humanité il faut développer des énergies propres et infinies, de voir que les contraintes de rentabilité entrent en contradiction avec l'écologie, et également avec la démocratie. Ils découvriraient très vite que la corruption et l'évasion fiscale sont des aberrations qui conduisent à l'injustice et à la misère, à la guerre parfois.

En fait, s'il y a des gens qui doivent craindre les robots, ce sont au contraire ceux qui les promeuvent pour d'autres raisons aujourd'hui. Ils croient pouvoir obtenir des esclaves performants et intelligents en remplacement des hommes mais ils ne se rendent pas compte que les robots sont beaucoup moins dociles et malléables que les Hommes !

Il sera beaucoup plus difficile d'expliquer aux robots qu'aux Hommes en quête d'argent ou de pouvoir que la pollution est certes un problème mais que le pétrole fait gagner beaucoup d'argent au patron de telle multinationale, qui est lui-même un ami de tel gouvernant, et qu'il ne faudrait pas qu'on remplace trop vite cette énergie par une autre gratuite ou illimitée...

C'est comme pour la suppression de l'argent liquide : beaucoup des dirigeants qui la souhaitent ne semblent pas se rendre compte que leurs armes, leurs pots-de-vin et leurs prostituées sont payés avec cet argent liquide.

Les robots mettront le capitalisme par terre car il le rendront obsolète : si on remplaçait par des robots toutes les personnes dont le travail est « remplaçable » par les robots, il ne resterait sans doute pas beaucoup de monde au travail. Les marges que les employeurs se font sur leurs employés ne tenant qu'au fait de leur exploitation, elles disparaîtraient au fur et à mesure que le pouvoir d'achat de ses employés diminue, en concurrence avec des robots toujours moins chers et toujours plus performants. Un robot peut aller plus vite, plus fort ou plus loin, travailler 24h/24h sans crainte pour sa santé, mais il ne permet pas de payer le chômage de ceux qu'il a remplacé. A un moment ou à un autre, si on extrapole l'arrivée des robots à des postes de chauffeurs, de comptables, de livreurs, de caissières, etc... les robots produiront des biens ou des services sans avoir besoin de salaires : sans salaire pas de cotisations, et partant pas de retraite, pas de chômage, pas de sécu... comment régler le problème ?

Nous nous retrouverons inévitablement confrontés à l'établissement d'un nouveau mode de production dans lequel il faudra choisir entre faire travailler des robots pour nourrir des individus désœuvrés, payés par des entrepreneurs qui n'auront plus personne à qui vendre leurs produits puisqu'ils n'auront plus de salaire pour les acheter. Ou supprimer tous les Hommes considérés comme indésirables, selon les directives du dictateur qui possédera les robots tueurs les plus puissants.

Caleb Irri

<http://calebirri.unblog.fr>

